

# Eugène Varga

## Articles publiés au 1<sup>er</sup> trimestre de 1926 dans

### *La Correspondance Internationale*

1. *La Correspondance Internationale*, 3 mars 1926, n°28, pp. 235-246.

La situation économique mondiale au cours du IV<sup>e</sup> trimestre 1925

- Résumé et perspectives

- Partie générale

2. *La Correspondance Internationale*, 13 mars 1926, n°33, pp. 303-304.

Intervention de Varga au 6<sup>e</sup> plenum du CEIC

3. *La Correspondance Internationale*, 20 mars 1926, n°37, pp. 349-352.

La fable des ouvriers qui deviennent capitalistes

4. *La Correspondance Internationale*, 24 mars 1926, n°38, pp. 356-357.

La situation économique de l'Allemagne au début de 1926

5. *La Correspondance Internationale*, 27 mars 1926, n°41, p. 401

La situation économique de la Pologne au début de 1926

6. *La Correspondance Internationale*, 31 mars 1926, n°42, pp. 409-410

La situation économique de l'Angleterre au début de 1926

7. *La Correspondance Internationale*, 3 avril 1926, n°43, p. 418.

La situation économique de l'Italie au début de 1926

8. *La Correspondance Internationale*, 7 avril 1926, n°44, pp. 424-426

La situation économique de la Chine au début de 1926

9. *La Correspondance Internationale*, 10 avril 1926, n°45, pp. 428-429

La situation des Etats-Unis au début de 1926

10. *La Correspondance Internationale*, 17 avril 1926, n°49, pp. 478-479

La situation économique en France.

[Le premier trimestre, ici, déborde un peu sur le mois d'avril, mais les articles sur les pays « au début de 1926 » sont des éléments du rapport sur la fin de 1925]

1. *La Correspondance Internationale*, 3 mars 1926, n°28, pp. 235-246.

## **LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE AU COURS DU IV<sup>e</sup> TRIMESTRE 1925**

### **[1] Résumé et perspectives**

Faute de données statistiques suffisantes, il ne nous est pas possible actuellement de dresser le bilan définitif de la situation économique mondiale en 1925. Néanmoins nous croyons nécessaire de caractériser, ne serait-ce que d'une façon générale, la situation économique au cours de l'année écoulée et de donner notre pronostic concernant le développement économique dans l'année courante.

Notre étude sera dominée par la question suivante : la stabilisation du capitalisme, constatée il y a un an par l'Exécutif élargi de l'I. C. a-t-elle fait ou non des progrès en 1925 ? En d'autres termes : le développement économique en 1925 justifie-t-il la thèse que la stabilisation est un processus continu, créant une situation se rapprochant de plus en plus de la situation d'avant-guerre ?

Ce qui caractérisait le capitalisme d'avant-guerre, c'était qu'il suivait, en général, une ligne ascendante. Le rythme du développement économique fut égal : crises et périodes de prospérité se succédant d'un mouvement régulier. Mais, en fin de compte, on constatait toujours la hausse de la production et l'élargissement du champ d'activité du capitalisme. Et cela, à l'époque du libre capitalisme, aussi bien qu'à celle de l'impérialisme.

Le développement économique en 1925 présente un tableau très inégal. Le capitalisme des Etats-Unis, des autres pays d'outre-mer et des colonies anglaises a nettement suivi une ligne ascendante. Il en est de même, toutefois indépendamment du phénomène précité, du développement économique de l'Union Soviétique. L'évolution économique de l'Asie est entravée par la fermentation révolutionnaire et les guerres coloniales et civiles. En Europe, conjoncture inégale. En Angleterre, la crise a duré jusqu'à l'automne, époque où une certaine amélioration s'est fait sentir. En Allemagne, c'est juste le contraire: période de prospérité jusqu'à l'automne, puis renouvellement de la crise économique rappelant par ses dimensions, la crise de 1923. Stagnation ou crise dans les autres pays de l'Europe centrale et orientale, situation assez bonne en France et en Italie, les deux pays inflationniste. Si l'on compare la marche des affaires en Angleterre avec celle en Allemagne, on a l'impression qu'il y a corrélation entre l'amélioration dans le premier pays et l'aggravation de la situation dans l'autre.

En général, on peut constater en Europe des progrès de la réorganisation du mécanisme de la circulation. Voici les faits les plus importants dans ce domaine : rétablissement de la monnaie-or en Angleterre, en Hollande et dans nombre de petits pays ; rétablissement du libre mouvement des capitaux (levée de l'embargo sur les emprunts extérieurs en Angleterre) et, comme conséquence, affluence de capitaux américains et anglais dans presque tous les pays européens. Notons également la consolidation d'une partie considérable des dettes interalliées (Italie, Belgique). Il est cependant

des exceptions : la forte baisse du franc français valant un tiers de moins qu'au début de 1924 et la dépréciation de la monnaie polonaise stabilisée il y a deux ans sur la base de l'or (C'est la Pologne qui nous fournit la première l'exemple d'une monnaie récemment stabilisée et recommençant à baisser.) A part ces exceptions, on peut dire, en général, que la réorganisation du mécanisme de la circulation a fait des progrès en Europe.

Mais, plutôt que les faits qui se produisent dans la sphère de la circulation, c'est, en premier lieu, la production qui nous permet de juger du progrès ou de l'échec de la stabilisation. Remarquons tout d'abord que l'Europe a eu cette année une récolte surabondante ce qui est déjà une cause d'amélioration de la situation économique. Le tableau ci-dessous montre l'état de la production des marchandises les plus importantes sur l'échelle mondiale et en Europe. (Les données pour 1925 ne sont pas définitives.)

		Production mondiale		Production européenne		
		1924	1925	1913	1924	1925
Froment	<i>Millions de tonnes</i>	83,7	89,8	37,1	28,4	37,2
Seigle	<i>Id.</i>	18,5	25,0	25,1	16,1	23,2
Orge	<i>Id.</i>	23,0	26,6	15,4	11,7	13,9
Avoine	<i>Id.</i>	52,5	55,1	28,2	22,2	24,2
Maïs	<i>Id.</i>	77,6	92,2	15,2	11,0	12,2
Pommes de terre,	<i>Id.</i>	120,8	125,7	113,8	105,8	114,2
Houille	<i>Id.</i>	1 033	1 025	568	525	508
Huiles minérales	<i>Millions de Barrels</i>	1 013,1	1 018,9	-	-	-
Fer	<i>Millions de tonnes</i>	66,4	75,2	36,8	28,2	31,2
Acier	<i>Id.</i>	77,3	88,8	34	30,5	33,2
Cuivre	<i>1000 tonnes</i>	1 514	1 580	-	-	-
Coton	<i>Millions de tonnes</i>	42	52,8	-	-	-
Caoutchouc	<i>1000 tonnes</i>	391	504	-	391	504

Ce sont surtout les chiffres relatifs à la production du charbon, du fer et de l'acier qui caractérisent la situation économique générale. La production houillère a été légèrement inférieure à celle de 1924, alors que la production du fer et de l'acier a augmenté de 10 %. Cela permet de conclure à une certaine hausse de la production dans l'industrie métallurgique.

En ce qui concerne les effets de la situation économique sur les conditions de vie de la classe ouvrière, nous constatons un accroissement du nombre des chômeurs. (Les chiffres que nous publions ci-dessous sont empruntés à des statistiques officielles qui ne donnent pas le nombre absolu des chômeurs. En Europe celui-ci n'est guère inférieur à 5 millions.)

Le chômage en Europe		
	1924	1925
Juin	1 919 300	2 068 300
Novembre	2 119 100	2 151 800
Décembre	2 254 800	3 022 700

L'augmentation du nombre des chômeurs n'est pas incompatible avec la hausse de la production, les progrès techniques et la prolongation de la journée de travail permettant d'accroître la production, même si le nombre des ouvriers a été réduit. Ainsi, par exemple, dans la Ruhr, le nombre des mineurs occupés dans les mines a diminué en 1925 de 18%, sans que cela eut entraîné la moindre baisse de la production.

Nous observons donc en Europe un accroissement et de la production et du nombre des chômeurs. Mais nous devons en même temps retenir deux faits importants :

1) L'amélioration du mécanisme de la circulation, qui a sans doute contribué au relèvement de la production, est due, pour une large part, au concours du capitalisme américain. Le rétablissement de la monnaie-or en Angleterre et la stabilisation de la monnaie en Belgique se firent à l'aide de crédits américains. L'Amérique a également prêté de fortes sommes à l'Allemagne et à l'Italie. Les capitalistes américains sont, bien entendu, de ces bienfaiteurs qui se font largement payer pour les services qu'ils rendent à l'Europe appauvrie. L'affluence de capitaux américains en Europe fait de plus en plus dépendre le capitalisme européen des Etats-Unis, auxquels il doit céder une partie toujours plus large de la plus-value extorquée aux ouvriers européens.

2) La hausse de la production en 1925 ne prouve pas que la stabilisation soit un processus continu en Europe. C'est qu'on commettrait une grave faute en comparant la production d'une année à celle de l'année précédente sans tenir compte de la situation générale. La comparaison n'est juste que si la situation générale n'a pas changée d'une année à l'autre. Or, ce qui caractérise surtout la période actuelle de baisse du capitalisme, c'est l'inégalité de la conjoncture en Europe. Nous ne savons pas si la période de prospérité de 1925 en Europe correspond à la période de prospérité en Amérique. Si l'Europe se trouve dans la même période de prospérité que l'Amérique, c'est-à-dire si elle est également à la veille d'entrer dans la période de crise qui s'annonce déjà en Amérique, alors la hausse de la production européenne nous apparaît bien insignifiante. Car, en fin de compte, elle est toujours inférieure à la production d'avant-guerre, et une nouvelle crise la ferait tomber bien plus bas. L'incertitude qui règne sur la situation générale en Europe nous oblige d'être extrêmement prudents dans notre appréciation sur la hausse de la production en 1925. Ce n'est qu'à plusieurs années de distance que nous pourrions formuler des conclusions définitives sur cette période du développement du capitalisme européen.

### **Le déclin de l'Europe est une conséquence des modifications survenues dans la structure du capitalisme mondial**

Nous avons déjà fait ressortir, il y a plusieurs années, que la grave crise de 1919—1921, à moins d'être résolue par une Révolution prolétarienne, ne devait pas aboutir fatalement à l'effondrement du capitalisme, car les tendances inhérentes au capitalisme et les efforts économiques et politiques entrepris par les capitalistes concourent à rétablir l'équilibre économique. Les tentatives du prolétariat de conquérir le pouvoir ayant échoué, il s'est produit, comme résultat de ces tendances et de ces efforts, une « stabilisation » du capitalisme. (La stabilisation ne fait pas disparaître les antagonismes du capitalisme. Elle signifie seulement un état de choses où ces antagonismes n'ont pas encore provoqué une « situation révolutionnaire aigue »).

Mais la crise du capitalisme européen, laquelle se manifeste depuis 6 ans d'une façon permanente, quoique sous des aspects variés et d'une intensité inégale, cette crise nous oblige à poser la question à savoir si, malgré la stabilisation, la structure du capitalisme mondial n'a pas subi de

changements rendant impossible le rétablissement du capitalisme « normal » en Europe. Pour préciser notre point de vue, il nous paraît indispensable d'expliquer les termes dont nous nous sommes servis plus haut :

Nous entendons par *tendances inhérentes* l'ensemble des actions entreprises par des particuliers (facteurs subjectifs économiques), en vue d'augmenter leur profit, actions qui, à l'insu des particuliers et indépendamment de leur volonté, portent en elles la tendance à faire disparaître les disproportions existant au sein de l'économie mondiale, et qui sont la cause même de la crise. Par exemple en Europe où il y a disette de capitaux, le taux d'intérêts est fort élevé, alors qu'aux Etats-Unis, où il y a surabondance de capitaux disponibles, il est très bas. Le capitaliste européen emprunte des capitaux aux capitalistes américains. Tous deux agissent dans leur propre intérêt, en vue d'augmenter leurs bénéfices individuels. Par là, le moyen est trouvé de faire disparaître les disproportions dans la distribution des capitaux. Les efforts des capitalistes, pris individuellement, d'augmenter leurs profits individuels, créent la tendance à une plus grande égalité du taux du profit et constituent comme un appareil régularisateur dans l'anarchie de l'économie capitaliste.

Nous entendons par *efforts conscients* les projets et actions économiques et politiques des associations de capitalistes, des gouvernements, etc, visant à surmonter la crise.

Les *tendances inhérentes* et les *efforts conscients* ne finiront cependant par surmonter la crise qu'en cas où celle-ci serait le résultat des disproportions existants. Toute l'histoire du capitalisme consiste en une série de conjonctures différentes, de crises provenant de disproportions et d'accords qui font disparaître celles-ci à un degré supérieur de la production capitaliste, qui renferme toutefois les germes d'une nouvelle crise.

Nous entendons enfin par changements de structure des changements durables dans la structure sociale du capitalisme: par exemple, la transformation du « libre » capitalisme en impérialisme.

Considérant le développement du capitalisme européen pendant les six dernières années, la crise ininterrompue, malgré la stabilisation partielle, et ne changeant que de forme et d'intensité, et l'absence de période de grande prospérité depuis 1919, nous devons conclure qu'il ne s'agit pas là d'une de ces crises coutumières du capitalisme, mais que le capitalisme est entré dans une nouvelle période, dans celle que nous avons appelée « période de déclin ».

Les changements survenus dans la structure du capitalisme mondial, et qui sont la cause de ce déclin, nous semblent être les suivants :

1) *L'Europe occidentale a perdu sa position prépondérante en tant qu'atelier industriel du monde.* Ce fait se manifeste sous deux aspects :

a) Le changement survenu depuis la guerre dans la division du travail de l'économie mondiale par l'industrialisation rapide des pays producteurs de matières premières. Ce processus a été partout secondé par l'Etat. C'est que la guerre moderne exige un outillage perfectionné, ne pouvant être fourni que par une industrie supérieurement développée.

b) Au cours des dix dernières années, les Etats-Unis sont devenus un pays industriel de tout premier ordre qui, s'appuyant sur un marché intérieur puissant, produit, malgré les salaires plus élevés, à meilleur marché que les pays industriels de l'Europe occidentale, n'utilisant qu'une partie de leur capacité de production.

Ces deux processus ont fini par faire perdre à l'Europe occidentale sa position prépondérante comme fournisseur de produits industriels pour le reste du monde. Et bien que la réapparition, après

la guerre, des produits de l'industrie européenne ait fait une très forte concurrence à l'industrie toute neuve des pays ruraux, les mesures économique et politique prises par ces derniers pour protéger leur industrie ont empêché que ce processus d'industrialisation fut arrêté. Ainsi, les Etats-Unis ont pu également conserver leur position nouvellement conquise comme principal pays exportateur de produits industriels.

2) *Diminution des surprofits coloniaux.* La fermentation révolutionnaire parmi les peuples coloniaux de l'Asie et de l'Afrique du Nord, les guerres coloniales au Maroc, en Syrie, en Egypte, et l'émancipation des pays semi-coloniaux, émancipation déjà achevée en Turquie et en train de s'achever en Chine, privent les puissances impérialistes et coloniales de l'Europe d'une de leur base d'existence. Il est très peu probable que ce processus d'émancipation fera place à l'avenir à un processus d'asservissement.

3) *L'Europe, au lieu d'exporter des capitaux, est obligée d'en importer.* Ce processus révèle un profond changement dans la structure du capitalisme mondial. La bourgeoisie européenne, au lieu d'obtenir de la plus-value produite dans d'autres parties du globe, est obligée de céder à l'Amérique une partie de la plus-value produite par le prolétariat européen. C'est surtout le cas en ce qui concerne le continent européen. L'Angleterre possède encore de gros capitaux placés à l'étranger. Les derniers mois, elle a même réalisé une forte exportation de capitaux. Mais un économiste anglais a déjà calculé que le déficit de la balance commerciale n'est pas compensé par les « exportations invisibles » et que l'Angleterre consomme ses placements à l'étranger.

Ces trois changements fondamentaux dans la structure du capitalisme mondial ont pour conséquence que la bourgeoisie européenne n'est plus à même de créer, en lui abandonnant quelques miettes de son profit, une aristocratie ouvrière intéressée à la conservation du régime capitaliste. Cela se manifeste surtout en Angleterre, pays classique de la « classe ouvrière embourgeoisée » (Engels). C'est en vain que M. Baldwin essaie de persuader les ouvriers et les capitalistes à se mettre d'accord. Les conditions économiques ne permettent plus d'accorder aux ouvriers anglais le *standard of life* de l'aristocratie ouvrière. Il en est de même en ce qui concerne les autres pays européens. Les capitalistes sont obligés de s'attaquer sans cesse aux conditions de vie du prolétariat. Cela finit par isoler les capitalistes du prolétariat. ce qui rend le travail des social-démocrates « agents de la bourgeoisie » parmi les ouvriers de plus en plus difficile.

4) L'isolement des capitalistes a également abouti à la *disparition des rentiers dans tous les pays où il y a eu inflation.* Cette classe, qui participait, sans travailler elle-même, à l'exploitation capitaliste, formait partout les troupes auxiliaires les plus sûres des capitalistes proprement dits. Aujourd'hui, elle n'existe plus en Allemagne, en France, en Belgique, en Autriche, en Pologne, etc. L'inflation a détruit les capitaux à taux d'intérêt fixe : emprunts de guerre et d'Etat, hypothèques industrielles et rurales, assurances à vie, pensions, etc. Bien que la petite épargne commence dans une certaine mesure à se reconstituer et qu'une partie des titres ayant perdu leur valeur par suite de l'inflation, aient été quelque peu « valorisés », la classe des rentiers a perdu son importance d'avant-guerre, et il est très improbable qu'elle puisse jamais reconquérir sa position d'antan.

Où a passé le capital de la classe des rentiers ? En partie, il fut « consommé » pendant la guerre, et en partie il fut approprié par les capitalistes industriels par la voie du mécanisme de l'inflation. L'inflation signifie justement l'extension du processus de centralisation sur le capital à taux d'intérêt fixe

Ces quatre changements survenus dans La structure du capitalisme mondial sont, à nos avis, les causes déterminantes du déclin du capitalisme européen. Tant que les forces économiques pouvant

rendre son ancienne structure au capitalisme mondial n'apparaissent pas, chaque prophétie d'un nouvel essor du capitalisme européen n'est qu'une apologie contre-révolutionnaire, basée sur un pronostic sans bases réelles.

## **La forme d'apparition actuelle du déclin**

### **La contradiction entre les forces productives et les possibilités de vente**

Le déclin du capitalisme européen se manifeste par la contradiction constante entre les possibilités de production et de vente de l'industrie, c'est-à-dire, par une crise plus ou moins permanente de la vente entraînant un chômage en masse. Le fait que la production de plusieurs branches de l'industrie (charbon, acier, fer, constructions navales) a atteint environ en 1925 le niveau de 1913, semble contredire cette affirmation. Il faut cependant tenir compte de l'élargissement de l'appareil de production de l'industrie, ces dernières douze années, et de l'accroissement de la population.

Nous ne possédons pas encore de données statistiques sur l'extension de l'appareil de production de l'industrie. En ce qui concerne la France, nous trouvons des données intéressantes dans le dernier rapport du consul anglais. Dans ce pays on avait d'abord créé, pendant la guerre, une industrie de guerre pour remplacer les usines du Nord perdues par suite de l'invasion. Après la guerre, l'industrie du Nord fut reconstruite aux frais de l'Etat. Les usines reconstruites du Nord sont maintenant plus modernes et plus étendues qu'avant la guerre.

En ce qui concerne l'Allemagne, nous trouvons le passage suivant dans le rapport annuel de la Chambre de Commerce de Francfort :

« La période de guerre et d'inflation a abouti à une surindustrialisation. à laquelle les conditions de la vente ne correspondent pas. La capacité moyenne de production de l'industrie peut être évaluée à 120 % de la période d'avant-guerre, alors que la vente ne représente plus que 70 % de la vente d'avant-guerre. »

M. Furstenberg, chef de la firme *Berliner Handelsgesellschaft*, estime que la capacité de production actuelle de l'industrie allemande est de 40 à 50 % supérieure à celle d'avant-guerre. La forte extension de l'industrie italienne est un fait connu. En Angleterre, l'appareil de production s'est également accru, quoi que dans une mesure moins forte.

Par contre, la vente des produits industriels s'est réduite contre la vente d'avant-guerre. Sur le marché mondial la crise de la vente est due à l'industrialisation des pays producteurs de matières premières et la puissante concurrence des Etats-Unis qui, par leurs exportations de capitaux sous forme de marchandises, c'est-à-dire, par des crédits à long terme, participations à des entreprises industrielles européennes, etc. l'emportent sur leurs concurrents. Sur le marché intérieur, la vente de produits industriels s'est réduite par suite de l'appauvrissement des couches non capitalistes, de la disparition des rentiers, des bas salaires des ouvriers et du chômage en masse. Mais s'il y a crise de la vente de produits fabriqués, il doit y avoir aussi crise de la vente de moyens de production, c'est-à-dire une surproduction de moyens de production de l'industrie.

La contradiction entre les possibilités de production et de vente est une conséquence des changements survenus dans l'économie capitaliste mondiale. Cette contradiction doit fatalement aboutir à une crise permanente de la vente, un chômage permanent et la fermeture d'importantes

usines. C'est le cas depuis cinq ans en Angleterre. Mais la crise a atteint, depuis, le continent, où il y a également crise du charbon, des constructions navales et de l'industrie métallurgique. A la fin de 1925, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et le Danemark sont atteints d'une crise générale de la vente entraînant un chômage en masse, crise dont la France et l'Italie, pays où il y a inflation, sont encore exemptes. Mais une fois la monnaie de ces pays stabilisée, la crise de la vente y sera très grave, surtout en ce qui concerne la France.

## **La Conférence Economique Internationale ne peut être d'aucun secours**

Parmi les remèdes que la social-démocratie et une partie de la bourgeoisie proposent contre la crise économique chronique, on trouve, au premier rang, la Conférence économique internationale. Les lecteurs se rappelleront que cette idée fut mise en avant de façon tout-à-fait inattendue par Loucheur et Jouhaux à la dernière session de la Société des Nations, mais qu'elle fut repoussée par la nation dominante en fait la Société des Nations, l'Angleterre : après la déclaration défavorable au projet du délégué anglais, lord Cecil, il fut décidé que, provisoirement, le Secrétariat se contenterait de convoquer une conférence « d'experts privés » pour préparer une conférence économique, ces experts ne devant pas être considérés comme ayant pleins pouvoirs de leur gouvernement. La conférence proprement dite, qui serait convoquée fin 1926 ou au commencement de 1927, devrait être tenue sur les mêmes bases, c'est-à-dire n'avoir qu'un caractère consultatif. Comme première étape, une conférence préliminaire de 35 économistes appartenant à différents pays doit se réunir au début de 1926.

Malgré cet insuccès, les social-démocrates allemands et français tiennent opiniâtrement, avec une partie de la bourgeoisie, à cette idée.

Qu'est-ce qui pousse les social-démocrates français et allemands à se faire si énergiquement les promoteurs de cette conférence économique ?

En examinant cette question, nous devons partir de ce point de vue que les social-démocrates représentent toujours les intérêts de « leur » pays, de « leur » bourgeoisie dans la politique extérieure. Or, les bourgeoisies allemande, française et italienne ont un grand intérêt

a) à la suppression des barrières douanières dans les petits pays qui ne sont pas encore complètement industrialisés, pour assurer des débouchés d'exportation à leur industrie ;

b) à ébranler le monopole qu'exercent les deux puissances anglo-saxonnes sur les principales matières premières (coton, jute, caoutchouc, pétrole, cuivre, zinc, etc.) Ceci est particulièrement important pour l'Italie.

c) à réaliser un accord quelconque avec les puissances anglo-saxonnes exploitatrices [**exportatrices** ?] de capitaux pour un règlement en commun des questions de change, ce qui implique une solution favorable de la question des réparations et de celle des dettes interalliées.

La conférence économique internationale est, par conséquent, le programme de la bourgeoisie des Etats industriels continentaux, des grandes puissances de deuxième grandeur ; elle est dirigée, d'une part, contre les petits Etats européens, qu'on veut écarter par la formule des *Etats-Unis d'Europe* ou de *l'Union douanière européenne*, de l'industrialisation, nuisible aux intérêts des Etats importateurs industriels ; d'autre part, on veut tâcher de trouver une protection contre la suprématie économique et financière des deux puissances mondiales anglo-saxonnes en créant une ligue des pays continentaux.



Le fait que les bourgeoisies anglaise et américaine ont repoussé froidement la Conférence économique internationale montre qu'elles ont clairement reconnu le but de ces efforts. Mais, sans la participation de ces deux puissances, la conférence n'aura aucun résultat, si même on arrive à la mettre sur pied. Mais, par contre, si l'Angleterre et l'Amérique y prennent part, alors, dans la situation économique actuelle des puissances, les unes par rapport aux autres, il n'en résultera encore qu'un renforcement de la dépendance de l'Europe continentale par rapport aux Etats-Unis - comme cela s'est produit à Londres et à Locarno. C'est seulement dans le cas où les bourgeoisies des pays continentaux européens concluraient entre eux des arrangements fermes, qu'une certaine résistance serait possible contre l'Amérique. Mais même les tentatives d'une réglementation internationale de l'industrie houillère et de l'industrie métallurgique sont restées jusqu'ici sans résultat, malgré deux années de négociations !

Pour surmonter la crise du capitalisme européen, les plus belles conférences économiques ne sont pas un moyen approprié. Si un certain nombre d'Etats, qui souffrent de la disproportion entre les possibilités de production et celles des débouchés, se liguent entre eux, rien ne sera change pour cela à la crise. Tout au plus un Etat pourra-t-il améliorer sa situation aux dépens des autres.

### **L'avenir de l'Europe**

Les fondements sur lesquels était construit le capitalisme européen sont détruits. Ni la *systematisation rationnelle de la production*, ni les conférences économiques universelles, ni la stabilisation des changes, ni l'union des Etats capitalistes en Etats-Unis d'Europe, ni quelque autre moyen que ce soit ne peuvent rétablir ces fondements. Le fait que la bourgeoisie allemande proclame la nécessité de détruire les moyens superflus de production, a une signification symbolique. Les capitalismes français et italien seront bientôt dans la même situation. La bourgeoisie anglaise se maintient par sa richesse héréditaire et par l'exploitation de son énorme empire colonial. La bourgeoisie européenne n'est plus en état de donner au prolétariat du travail et du pain. Le chômage en masse devient un phénomène courant. Le développement de cet état de choses conduit à une aggravation considérable des contradictions au sein du capitalisme : à des conflits armés pour s'assurer les débouchés à l'extérieur, à des luttes révolutionnaires de classes à l'intérieur du pays.

Nous sommes arrivés aux limites du capitalisme. Que l'explosion des antagonismes capitalistes amène une destruction de l'économie, un amoindrissement des forces de production, que, par suite, à un moment donné, le renouvellement de la force du travail et, conséquemment le fonctionnement de cette force de travail deviennent impossibles, tout l'appareil de production social s'écroule, mais en même temps, les barricades s'élèvent entre les classes.

Que la situation momentanée retarde l'avènement des situations révolutionnaires aiguës où *les barricades se dressent entre les classes*, il n'en est pas moins vrai que nous sommes arrivés aux bornes de la production capitaliste, en Europe.

L'Union Soviétique se trouve déjà en-deçà de ces bornes.

Le développement de l'état de choses en Europe revêtira probablement la forme d'un rapide retour de crises de longue durée, coupées de courts intervalles d'amélioration, en même temps que le nombre des chômeurs augmentera à chaque crise. Les situations révolutionnaires aiguës se représentent à intervalles rapprochés. La lutte pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, la bataille décisive contre la bourgeoisie s'approche. Si elle ne se termine pas par une rapide victoire du prolétariat, si la guerre civile dure longtemps avec différentes alternatives, il est bien possible que

cette lutte se termine par la suppression des moyens de production « superflus » et par la destruction des hommes « superflus » par la guerre, la famine et les épidémies ; et sur cette base, il peut éventuellement se produire en Europe — dépendance de l'Amérique — un nouveau développement du capitalisme. Les classes en lutte peuvent aussi périr ensemble, dans des combats longs et indécis — comme le dit le *Manifeste Communiste*. Sur les ruines de la civilisation européenne, pourrait alors s'élever dans certaines circonstances un nouveau capitalisme primitif.

Nous espérons, nous croyons en une victoire finale rapide du prolétariat. Mais il n'est pas impossible que l'issue de la lutte soit différente, si dans les moments historiques décisifs, le facteur subjectif de la révolution est défaillant : si le commandement communiste ne réussit pas à jeter dans la bataille, au moment décisif et sur les points décisifs, toutes les forces organisées du prolétariat. Plusieurs issues restent possibles pour cette lutte. La seule qui nous paraisse impossible est celle des social-démocrates : une nouvelle période d'essor pacifique du capitalisme européen.

## [2] Partie générale

Le dernier trimestre de 1925 a été riche en événements. Le développement de l'état de choses était peut-être encore plus contradictoire que d'ordinaire.

Aux *Etats-Unis* une amélioration continue de la situation économique qui a atteint son point culminant, lequel, dans certains compartiments, dépasse les records précédents, par exemple dans la production du fer et de l'acier, dans les chemins de fer, dans le bâtiment. Il y a là des éléments d'un caractère spéculatif : spéculations sur la propriété foncière et bâtie, cours très élevés de toutes les actions.

La prochaine crise sera très profonde. La rareté croissante des prêts qui se manifeste par l'exhaussement du taux d'intérêts est peut être le premier signe que la fin de la grande période de prospérité approche.

*En Angleterre*, amélioration de la situation dans l'industrie lourde, mais en partie provoquée artificiellement par l'attribution de subventions à l'industrie houillère, en partie conséquence de la grève, qui dure depuis six mois, des ouvriers de l'anthracite en Amérique. L'industrie cotonnière travaille toujours avec un nombre d'heures de travail réduit. Le nombre des chômeurs portés sur les listes est de très peu inférieur au nombre de l'année dernière pour la période correspondante. La diminution n'est qu'apparente et causée par la plus grande sévérité et par les conditions rendues difficiles pour l'octroi des secours aux chômeurs.

*La France* au cours des derniers mois a eu à subir une nouvelle chute du franc ; et la crise financière de l'Etat a conduit à une crise gouvernementale presque permanente. L'économie a continué en apparence à être florissante, la production a monté, la nouvelle dépréciation de la monnaie a donné à l'exportation française une nouvelle impulsion. L'expropriation des couches moyennes continue. Pourtant, là aussi on commence à calculer en « francs-or » ce qui annonce le commencement du choc en retour, après la période de haute prospérité artificielle. Les prix montent. Les salaires et appointements restent les mêmes. Ouvriers et employés commencent à se révolter.

*En Allemagne*, l'aggravation de la situation, déjà commencée dans le troisième trimestre a pris un mouvement vertigineux, avec une crise économique catastrophique, avec un chômage complet ou partiel, frappant des millions d'ouvriers, avec des faillites et des kracks nombreux. Les causes de la crise sont celles indiquées ci-dessus. La crise n'est qu'une partie de la crise économique générale de l'Europe occidentale, qui est masquée en France et en Italie par l'inflation, mais qui, en Allemagne, — en partie par suite des charges du plan Dawes — apparaît particulièrement aiguë.

*A l'est et au nord de l'Allemagne*, on constate presque partout une aggravation de la crise économique. Au Danemark, en Suède, en Norvège, en Autriche et en Hongrie, partout le chômage est en forte augmentation. La situation est le plus grave en Pologne où plus d'un tiers de la population ouvrière est sans travail, où la stagnation pèse sur les affaires et où l'on observe des signes de décomposition dans toute la société capitaliste

*En Asie*, la fermentation révolutionnaire dure toujours. La situation mondiale de l'Angleterre est de plus en plus menacée. La France s'épuise dans ses guerres coloniales en Syrie et au Maroc.

A l'exception des Etats-Unis et de quelques pays d'outre-mer, l'année écoulée n'a fait ressortir aucun progrès dans la stabilisation du capitalisme.

Du point de vue économique et politique, la consolidation de la dette de guerre italienne envers les Etats-Unis a été l'événement prépondérant. Les Etats-Unis se sont montrés extrêmement généreux envers l'Italie ; dès la conclusion de l'accord a commencé un fort afflux de capital américain vers l'Italie. La manière dont se sont formés les prix des céréales - contrairement à nos prévisions - est aussi d'un intérêt particulier. Bien que la récolte en blé ait été supérieure de 7 millions de tonnes, d'après les renseignements officiels - supérieure par conséquent, en chiffres ronds, du quart de la quantité totale de blé exportée dans le monde entier - à celle de l'année dernière, les prix, au lieu de tomber, ont monté fortement. Nous essayons plus loin d'apporter quelque clarté dans ce problème. Les tentatives en vue de la formation de cartels internationaux pour la houille et le fer ont continué à ne donner aucun résultat.

## **Le chômage**

En raison de la marche générale des affaires et de la saison, le chômage a augmenté dans presque tous les pays d'Europe. L'Angleterre fait exception : d'après les statistiques officielles, le nombre des chômeurs a diminué. Cette diminution — comme nous l'avons déjà indiquée — est plus apparente que réelle : les dispositions plus sévères de la loi de l'assistance aux chômeurs réduisent le nombre de ceux qui touchent l'allocation de chômage ; en revanche le nombre des « pauvres » officiellement reconnus augmente. La France fait aussi exception, puisqu'il continue à n'y avoir là aucun chômage appréciable.

Le tableau suivant donne le pourcentage des chômeurs ; ce pourcentage ne peut servir qu'à étudier la marche du chômage dans chaque pays, mais non à établir une comparaison entre eux. De plus, le tableau ne donne pas une image bien exacte de la situation au moment de la fin de l'année, car la plupart de ces chiffres sont publiés avec un grand retard.

*Pourcentage des chômeurs parmi les ouvriers organisés, syndicalement.*

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1923	Novembre	10,5	2,7	13,9	11,4	9,5	9,1	23,1	47,3	-
1924	Novembre	8,6	3,8	11,9	8,6	7,8	10,5	7,3	7,5	91,0
1925	Juillet	11,2	5,1	8,9	8,3	8,3	7,5	3,7	5,8	93,1
	Août	11,4	3,8	8,8	9,2	10,1	7,1	4,3	6,9	93,9
	Septembre	11,4	2,7	7,7	9,9	12,6	8,5	4,5	8,5	95,1
	Octobre	11,3	2,5	8,0	12,7	17,0	10,1	5,8	12,4	97,0
	Novembre	11,0	-	-	18,3	-	-	10,7	16,0	-
	Décembre	10,5	-	-	-	-		18,7	18,7	-

(1) Angleterre ; (2) Belgique ; (3) Hollande ; (4) Danemark ; (5) Norvège ; (6) Suède ; (7) Allemagne ;  
(8) Allemagne : chômage partiel ; (9) Etats-Unis : Pourcentage d'occupation (1919=100)

Le nombre réel total des chômeurs doit avoir été en Europe, au premier de l'an, de 5 millions en chiffres ronds, répartis de la manière suivante :

Allemagne	2 500 000
Angleterre	1 500 000
Pologne	400 000
Autriche	200 000
Hongrie	100 000
Tchécoslovaquie	100 000

Le reste se partage entre les autres pays : Belgique, Danemark, Suède, Norvège, Suisse.

Les ouvriers agricoles, les ouvriers travaillant à temps réduit ne sont pas compris dans ces chiffres. De sorte que le nombre effectif des chômeurs doit dépasser largement les cinq millions.

### **Les mouvements des monnaies**

Les cours de la plupart des monnaies sont restés inchangés pendant la période écoulée, par rapport à l'or ou au dollar. Les craintes que la monnaie anglaise ne puisse pas résister aux exigences d'automne, époque où s'effectuent les gros achats de denrées alimentaires et de matières premières, ne se sont pas réalisées. A la vérité, l'Angleterre enregistre chaque semaine une diminution de son stock d'or, mais non pas telle qu'elle peut compromettre la stabilité de la livre. A vrai dire, l'importation des matières premières les plus importantes — blé, coton, laine — resta, dans les derniers mois, au-dessous des chiffres de l'année dernière. Comme on le communiqua officiellement à l'occasion du séjour récent du gouverneur de la Banque d'Angleterre, *Montaigu Norman* en Amérique, la Banque n'a pas encore entamé les crédits de soutien mis à sa disposition. Ces crédits sont de 200 millions de dollars à la *Federal Reserve Bank*, 100 millions au groupe Morgan.

De même, les monnaies allemandes, hollandaises, suisses, suédoises, tchèques, hongroises, etc. se sont maintenues sur leur base ferme. Les cours des différentes monnaies qui ne sont pas basées sur l'or, se présentent ainsi :

## Cours des monnaies à New York

(Moyenne mensuelle)

Cents pour une unité étrangère

	Parité	Déc. 1924	Avril 1925	Juillet 1925	Oct. 1925	Nov. 1925	9 jan. 1926
Belgique	19,30	4,94	5,02	4,62	4,52	4,53	4,53
Danemark	26,80	17,62	18,78	21,40	24,37	24,85	24,90
Finlande	19,30	2,52	2,52	2,52	2,53	3,53	2,53
France	19,30	5,40	5,16	4,70	4,43	3,96	3,90
Grèce	19,30	1,82	1,80	1,60	1,37	1,35	1,34
Italie	19,30	4,36	4,06	3,67	3,99	4,00	4,03
Indes	48,66	-	-	36,61	36,06	-	36,75
Japon	49,45	-	-	41,00	41,00	-	43,38
Yougoslavie	19,30	1,50	1,63	1,77	1,77	1,77	1,77
Norvège	26,80	15,05	16,79	18,01	20,20	20,31	20,36
Pologne	19,30	-	-	19,20	16,58	15,93	12,50
Roumanie	19,30	0,51	0,47	0,49	0,48	0,46	0,46
Espagne	19,30	13,95	14,53	14,51	14,35	14,25	14,20
Tchécoslovaquie	-	3,62	2,96	2,96	2,96	2,96	2,96

La monnaie française a perdu dans la période dont nous parlons 20 % de sa valeur en chiffres ronds. A certains moments le cours est tombé encore plus bas, au-dessous du plus bas niveau atteint jusqu'ici, celui de mars 1924.

Dans les dernières semaines, le cours semble être quelque peu stabilisé aux environs de 130 à 135 francs la livre sterling. On ne peut encore prévoir, si un assainissement se produira sur cette base, ou si la dépréciation continuera encore.

La monnaie *italienne* s'est un peu améliorée sous l'influence de l'arrangement conclu avec les Etats-Unis ; elle est cependant un peu plus bas que l'année dernière à pareille époque, tout en étant au dessus du franc français. La monnaie belge s'est définitivement dégagée de la monnaie française et est restée tout-à-fait stable depuis quatre mois. Cette séparation de la monnaie belge de la française signifie le renoncement de la part de la Belgique à l'Union monétaire latine (à l'Union monétaire latine appartenaient la France, la Belgique, l'Italie, la Suisse. Tous ces Etats avaient un étalon monétaire équivalent, c'est-à-dire que l'unité monétaire dans tous ces Etats renfermait la même quantité d'or fin. La monnaie d'or et certaines monnaies d'argent, les pièces de 1 franc et de 5 francs, étaient réciproquement acceptées par chacun des pays contractants) Cette dénonciation de la convention signifie probablement que la Belgique se prépare à créer une nouvelle monnaie.

La *monnaie polonaise*, après de fortes chutes des cours en automne, a gardé sa valeur ces derniers mois, malgré de fortes oscillations. La balance du commerce a été active, grâce à de fortes restrictions des importations - en chiffres ronds 80 millions de zloty dans les mois d'automne contre plus de 180 millions dans les mois de mars, avril et mai - et à l'augmentation de l'exportation en automne, et cela a permis d'arrêter la chute des cours. Mais il est très douteux que cela puisse durer : l'excédent de blé est déjà vendu — on parle de la nécessité d'une interdiction d'exportation, pour éviter des difficultés dans l'approvisionnement du pays lui-même. Malgré tous ces efforts, jusqu'ici

la Pologne n'a pas pu obtenir de crédits. A la vérité, des capitalistes anglais seraient disposés prendre pour 25 millions de dollars d'actions de la Banque de Pologne ; mais jusqu'ici, le patriotisme polonais s'y oppose ; on n'aimerait pas abandonner l'orientation française.

Parmi les monnaies non-européennes, le cours du yen fait ressortir une lente amélioration, cependant le cours de 13 % au-dessous de la parité du dollar.

### **L'exportation de capital comme méthode de lutte impérialiste**

On sait que, dans le capitalisme, l'exportation de capital sert toujours de moyen pour préparer une expansion impérialiste. C'est également le cas aujourd'hui. La séparation si tranchée du monde capitaliste en territoires *pauvres* et en territoires *riches*, qui est intervenue après la fin de la guerre, la séparation en territoires de surproduction et en territoires de sous-production subsiste encore aujourd'hui. Les lignes de l'exportation de capital qui, avant la guerre, partaient de l'ouest de l'Europe qui en était le centre, vers toutes les directions — aussi vers l'Amérique — ces lignes ont complètement changé de direction. Aujourd'hui ce sont les Etats-Unis qui forment le centre principal de l'exportation des capitaux ! Les petits pays européens, la Suisse, la Hollande, la Suède, jouent, à côté, un rôle secondaire. En Angleterre, autrefois le premier pays pour l'exportation des capitaux, cette exportation était en fait arrêtée depuis environ juillet 1924. Il y avait ce qu'on a appelé l'*embargo*, une interdiction, nullement fondée légalement, mais en fait, sévèrement observée, de la Banque d'Angleterre (naturellement sous l'inspiration du gouvernement anglais) de placer des emprunts étrangers sur le marché anglais. Cette interdiction lancée pour préparer le retour à la monnaie d'or a eu, naturellement, le plus mauvais effet sur l'exportation de marchandises de l'Angleterre. Elle empêchait les emprunts qui sont liés à une exportation de marchandises, par exemple: emprunts de chemins de fer impliquant une livraison de matériel roulant, et autres emprunts de ce genre. L'association des industriels anglais proposa plusieurs fois au gouvernement anglais la suppression de l'interdiction, en dernier lieu dans un mémoire, au commencement d'octobre. Le 3 novembre, le chancelier Churchill annonça dans son discours de Sheffield la fin de l'interdiction, ce qui fut salué par les approbations de tout le monde des affaires et de la finance anglaises.

« La levée de l'interdiction pour les emprunts étrangers et coloniaux, — écrit le *Times* du 5 novembre - a rencontré l'approbation générale des cercles de la finance et des affaires. On saluera cette mesure, 1) parce qu'elle est le signe que la période de prudente expérimentation dans le retour à la monnaie d'or est passée. 2) parce qu'elle signifie un pas de plus vers le rétablissement de la liberté du commerce de l'or.»

Le retour de l'Angleterre à la libre exportation des capitaux signifie le commencement de la concurrence avec les Etats-Unis, au cours de laquelle les deux puissances impérialistes emploient ouvertement l'une contre l'autre et contre les pays en quête de crédits l'exportation de capitaux comme une méthode de lutte politique et économique. Nous essaierons de présenter cela de façon concrète au moyen de quelques faits. Dans le discours de Churchill il est dit :

« J'ai confiance que le juste sentiment de communauté de la *City* lui fera conduire ses affaires avec prudence et lui fera prendre en considération, non seulement la capacité du marché, mais aussi la situation des pays en quête de crédits par rapport à notre pays ; j'espère que, sans porter atteinte à la liberté du marché, on accordera la préférence autant que possible, en ce qui concerne les crédits à consentir, aux emprunts qui impliquent le plus fort pourcentage possible de

commandes de marchandises à notre production nationale. »

Le 25 septembre, le président de l'Association des industriels britanniques s'adressa au chancelier et lui proposa. — en raison de la concurrence « déloyale » des pays à change déprécié — d'émettre une nouvelle interdiction.

« Le gouvernement doit déclarer clairement qu'aucun pays à change instable ne doit obtenir un emprunt sur le marché britannique, si cet emprunt n'a pas pour but nettement caractérisé de stabiliser sa monnaie. »

L'attaque est dirigée avant tout contre l'éventualité d'un emprunt à la France.

Les crédits qu'on peut refuser ou accorder, doivent servir également de moyen de pression contre les débiteurs en retard.

« ...Il serait juste d'accorder un traitement privilégié à ceux des Etats, parmi ceux qui cherchent à obtenir des crédits, qui ont réglé leurs dettes envers nous ».

écrit le *Times* du 5 novembre.

Avec la levée de l'interdiction commence la lutte avec les Etats-Unis dont la bourgeoisie. — après une longue hésitation enfin forcée par le puissant développement du capitalisme américain — s'engage définitivement dans la voie impérialiste de l'exportation de capital.

« Nous sommes persuadés que l'emploi prudent à l'étranger du capital américain superflu, pour des emprunts destinés à la stabilisation des différentes monnaies nationales, pour la reconstruction des territoires dévastés, le développement des moyens de transport et pour ranimer l'industrie, ne peut que présenter des avantages pour l'Amérique et le monde entier », est-il dit dans une résolution de l'assemblée annuelle de la fédération des industriels américains.

La politique des emprunts consentis à l'étranger est également en Amérique complètement au service de la politique impérialiste. Les principes suivants sont proclamés :

1) Les emprunts ne doivent pas être consentis à des Etats qui n'ont pas encore réglé leurs dettes à l'Amérique.

2) Les emprunts ne doivent pas être accordés aux Etats qui font des dépenses militaires superflues.

3) Les emprunts ne doivent pas avoir pour but de renforcer un monopole quelconque sur une marchandise importée en Amérique.

4) Les emprunts doivent servir à assurer l'approvisionnement en matières premières de l'industrie américaine et à exercer une influence sur l'économie des pays auxquels les crédits sont consentis.

Le 1<sup>er</sup> point exprime un principe observé depuis déjà longtemps. En fait, nous voyons qu'aussitôt après la consolidation des dettes belges et italiennes, de gros emprunts sont consentis aussi bien à ces Etats qu'aux villes et aux sociétés par actions — à la vérité à des taux rémunérateurs. Par contre, aucun emprunt français ne put être placé en Amérique, après l'échec des négociations sur les dettes.

Jusqu'à quel point les crédits consentis peuvent servir aux immixtions dans les affaires intérieures des Etats débiteurs, combien l'Europe devient dépendante de l'Amérique, c'est ce qui ressort particulièrement du cas de la Belgique.

Le 28 novembre, M. Jaspard a demandé à son successeur M. Vandervelde, si les nouvelles des journaux étaient exactes, d'après lesquelles des banquiers anglais et américains avaient réclamé des réductions importantes dans le budget, quoique le gouvernement, dans son exposé justificatif de ce budget, eût déclaré qu'il était impossible d'opérer d'autres compressions.

« Si, — ajoutait-il — si la réponse du gouvernement est affirmative, le fait est du plus grand intérêt, car il faut en conclure que la Belgique est sous la férule des banquiers anglais et américains, qui dictent leurs conditions, et que le parlement belge n'a plus aucune signification. »

A quoi M. Vandervelde a répondu textuellement ceci :

« L'information parue dans les journaux est absolument exacte. Le gouvernement avait le choix entre deux attitudes : ou bien obtenir les capitaux nécessaires par un emprunt ; ou bien renoncer à son projet de stabilisation du franc. Le gouvernement a été unanimement d'avis que, malgré l'impopularité des mesures proposées, il valait mieux se soumettre aux exigences des capitalistes étrangers, pour arriver à la stabilisation de notre monnaie. »

La bourgeoisie anglaise s'empresse par son organe, le *Times*, de présenter comme justifiée la démarche des banquiers anglais et américains.

« Il est malheureux que M. Jaspard considère la chose sous ce jour. Si on cherche des créanciers pour procurer des capitaux à un emprunteur, ces créanciers ont le droit de fixer les conditions auxquelles ils veulent prêter. Ces conditions concernent uniquement la sûreté de leurs capitaux et de leurs intérêts. Bref, ils cherchent à prendre des sûretés pour leur argent avant de le donner, ce qui est absolument légitime. Ils ne désirent pas perdre leur argent, quoique la fréquence avec laquelle cela se produit malheureusement, pourrait parfois en donner l'impression. Les créanciers d'avant-guerre du gouvernement belge en valeurs francs ont perdu trois quarts de leur capital et de leurs intérêts, calculés en or... En s'efforçant de convaincre la Belgique de mettre son budget en équilibre, ils protègent les créanciers étrangers, et non leurs propres intérêts seulement ; ils aident la Belgique à améliorer son crédit, en adoptant une saine gestion financière, M. Vandervelde a placé l'affaire dans la perspective juste ».

Nous le voyons, ce n'est pas seulement l'Allemagne, pays vaincu, mais aussi le « pays allié vainqueur » qui est placé sous le contrôle financier, comme autrefois la Turquie ou la Chine.

Le deuxième principe, qu'on fera dépendre les crédits à l'étranger des armements des Etats en quête de crédits, est un article du programme exposé par Coolidge devant la Chambre de commerce américaine :

« Si les emprunts doivent être employés pour des buts qui ne sont pas productifs, comme pour le maintien de grandes institutions militaires... ces emprunts ne paraissent pas servir à un but utile et ne doivent pas être consentis. Par conséquent, nos banquiers portent une grande responsabilité dans l'examen des demandes de crédits, quand il s'agit de placer à l'étranger l'épargne de notre pays. »

Il va de soi que ce principe n'est appliqué qu'à l'égard d'Etats auxquels, politiquement, on n'accorde aucune confiance, les armements considérables de l'Italie n'ont pas été un obstacle pour les crédits à accorder.

En ce qui concerne le point 4, il est intéressant de remarquer :

a) le fait que dans le courant de l'année, 500 millions de dollars, en chiffres ronds, ont été placés au Canada, qui économiquement parlant, forme déjà une partie des Etats-Unis.



b) le passage effectif en des mains étrangères des mines de zinc des héritiers de *Giesche*, en Haute-Silésie, vendues à Harriman.

c) le grand emprunt consenti à la petite république africaine nègre du Libéria, où les Américains se préparent à installer en grand des plantations de caoutchouc.

La bourgeoisie anglaise, elle aussi, s'efforce de mettre l'exportation de capital au service de l'industrie. Aussi, dans ces dernières semaines, deux usines allemandes de produits chimiques : la *Harburger Schön* et la *Caholyt* ont été achetées par des capitalistes anglais. D'autre part, lors de l'emprunt à la Banque de l'Industrie Textile allemande, il a été stipulé que les capitaux ne devraient pas aller à des concurrents directs de l'industrie textile anglaise, - par exemple à des maisons qui travaillent avec des métiers à tisser de certaines dimensions et, par suite, produisent des draps ayant les mêmes dimensions que les draps anglais.

L'emprunt de 1 million de livres qui a été consenti les dernières semaines à Londres aux grands propriétaires fonciers hongrois est d'une grande importance politique.

Si les Américains soutiennent les fascistes italiens, l'hypocrite bourgeoisie anglaise soutient, elle, les bandes d'assassins et de faussaires qui entourent Horthy. — contre de bons intérêts et de bonnes sûretés (première hypothèque jusqu'à 20% de la valeur de la grande propriété foncière) !

En résumé, nous voyons comme encore maintenant l'exportation de capital est employée comme un moyen de combat impérialiste ; comme toute l'économie européenne passe sous la dépendance, soit de l'Amérique, soit de l'Angleterre, qui, encore aujourd'hui, essaye de soutenir la lutte avec l'Amérique.

### **La force en capitaux des deux rivaux: l'Angleterre et l'Amérique**

Nous allons essayer de fixer les sommes dont les deux puissances disposent pour les exportations de capital à l'étranger ; ce faisant, nous ne nous dissimulons pas les difficultés qu'il y a à évaluer le développement futur des choses :

On a les éléments d'appréciation suivants :

#### *L'Angleterre*

	En millions de livres sterling					
	1912	1913	1922	1923	1924	1925
Total des nouveaux placements	210,9	196,5	573,7	271,4	299,3	232,2
Intérieur	45,3	35 ;0	443,5	133,9	84,6	156,0
Colonies	72,6	76,1	74,9	92,7	72,3	60,9
Etranger	92,9	84,4	55,2	44,8	52,4	16,3

Nous constatons une forte diminution, aussi bien du total général que des placements partiels, particulièrement à l'étranger : avant la guerre, « étranger et colonies », = 80% en chiffres ronds ; après la guerre, de 33 à 60%. Est-ce là un état définitif ? Il serait téméraire de l'affirmer ! A la vérité, on a calculé officiellement (*Board of Trade Journal*) que par suite du fait que le commerce extérieur est fortement passif, il ne reste pas plus de 29 millions de livres sur les recettes extérieures de l'Angleterre disponibles pour des placements à l'étranger. Mais à cela vient s'ajouter le montant de l'épargne intérieure et, éventuellement, le placement de capital anglais à l'étranger. Il est vrai que, par suite de la crise chronique de l'économie anglaise, l'épargne est moindre qu'avant la guerre, mais

la tendance, justement à cause de cela, de placer le plus possible de capital épargné à l'étranger, est d'autant plus grande. Il est donc possible et même probable que l'exportation de capital de l'Angleterre atteindra bientôt le chiffre d'avant-guerre et qu'il le dépassera même.

Les Etats-Unis n'avaient pas d'exportation de capital avant la guerre. Leur exportation de capital, s'est élevé déjà à 200 millions de livres sterling, soit un peu plus que l'exportation anglaise de capital avant la guerre.

### *Etats-Unis d'Amérique*

Millions de dollars

	1922		1923		1924		1925 (11 mois)	
Total des nouveaux placements	4 313		4 304		5 670		5 523	
Intérieur	3 630		3 878		4 560		4 527	
Canada	439	} 983	56	} 426	233	} 1010	121	} 996
Autres pays	544		370		777		875	

Comment les choses se développeront-elles dans l'avenir ? Si on compare seulement la puissance économique des deux pays, il ne peut y avoir aucun doute que les Etats-Unis doivent un jour dépasser de loin l'Angleterre. Cependant, il faut remarquer qu'il s'en faut de beaucoup que la richesse intérieure des Etats-Unis soit entièrement développée, et qu'il y a beaucoup plus de possibilités de placements avantageux dans le pays même, qu'il n'y en a en Angleterre.

Provisoirement nous ne pouvons que constater que la bourgeoisie anglaise essaye, dans sa lutte contre la bourgeoisie des Etats-Unis, de reconquérir son rôle de créancier et de banquier de l'univers.

Dans cette concurrence, par suite de sa meilleure organisation et de sa plus grande expérience, comme aussi par le transport des capitaux à l'étranger, la bourgeoisie anglaise peut conserver sa suprématie pour quelques années encore, mais en aucun cas pour une longue durée, car l'économie anglaise suit une courbe descendante, tandis que les Etats-Unis poursuivent toujours leur ascension.

## **Crises partielles internationales et tentatives de cartellisations**

Au cours de la période écoulée, les tentatives de formation de cartels internationaux pour les produits de l'industrie lourde ont fait peu de progrès jusqu'à présent.

### **Charbon**

Dans l'économie mondiale du charbon, il faut signaler, au cours des derniers mois, les faits importants suivants :

1) La grève des mineurs américains continue sans changement. Cela représente une perte hebdomadaire de 2 millions de tonnes de charbon environ. Cette perte a naturellement eu un effet favorable sur l'ensemble de la situation des pays européens producteurs de charbon.

2) La subvention accordée aux charbonniers anglais a donné une forte impulsion à l'industrie houillère anglaise. Comme nous l'avons déjà dit, une forte augmentation de la production c'est produite à cause de la structure particulière de la subvention qui garantit non seulement le salaire minimum de l'ouvrier mais aussi le profit des capitalistes aux frais de l'Etat. Plus la production est élevée, plus l'est aussi la subvention et, par suite le profit total. La subvention s'élevant en décembre

à 3,2 millions de livres, qui représentent un supplément de 64 marks par mois et par ouvrier. Il est évident qu'avec un tel supplément, l'industrie charbonnière anglaise est redevenue capable de concurrence sur le marché mondial. Le charbon anglais pris à la mine est, en général, moins cher que le charbon allemand de même qualité ; il est même moins cher à Berlin que le charbon allemand.

Par suite de cette situation favorable des prix, l'extraction du charbon dans les puits anglais a beaucoup augmenté.

*Production hebdomadaire*

	en millions de tonnes	
	1925	1924
Août	4,03	4,81
Septembre	4,30	5,11
Octobre	4,74	5,11
Novembre	4,93	5,25
Décembre	5,04	4,94

Les autres pays européens ont eu à souffrir sous la pression de la production et de l'exportation du charbon anglais favorisé par la subvention. Le marché allemand du charbon ne fit aucun progrès. Le tableau suivant donne une vue d'ensemble de la production mondiale du charbon :

*Production mondiale*

		En Millions de tonnes							
		Angleterre	Allemagne	France	Pologne	Belgique	Tchéco-slovaquie	Etats-Unis	Total
1913	Moyenne mensuelle	24,3	11,7	4,5	3,0	1,9	1,2	43,1	90,7
1923	"	23,5	5,2	4,0	3,0	1,9	1,0	49,3	87,9
1924	"	22,6	9,9	4,9	2,7	1,9	1,2	42,3	85,5
1925	"	20,4	11,0	5,0	2,3	1,9	1,0	43,0	84,6
1925	Janvier	22,9	11,9	5,4	2,8	2,1	1,0	53,8	---
1925	Juillet	21,6	11,2	4,9	2,2	1,9	1,1	43,7	---
1925	Septembre	19,0	11,4	5,2	2,1	1,9	1,1	42,8	---
1925	Octobre	21,2	11,9	5,5	2,3	2,1	1,2	48,3	---
1925	Novembre	20,0	11,2	5,3	---	1,9	1,2	46,2	---
1925	Décembre	20,5	11,2	---	---	---	---	---	---

La tournure prise par le mode de livraison des charbons de réparations est particulièrement intéressante. Comme l'on sait il avait été décidé que le charbon pour les réparations devait être livré au prix du marché intérieur allemand. Cette décision avait été prise au moment où la pénurie de charbon se faisait sentir dans le monde entier et où l'inflation régnait en Allemagne, de sorte que le prix du charbon à l'intérieur de l'Allemagne était très bas. Actuellement, la situation est inverse : Les prix du charbon allemand à l'intérieur sont plus élevés que ceux du charbon d'exportation, c'est-à-dire que les capitalistes français peuvent se procurer dans le commerce libre le charbon allemand à des conditions meilleures que celles faites pour les livraisons de réparations, fixés au prix de

l'intérieur. Il en est de même pour les livraisons à la Belgique. La conséquence en est que ni la France ni la Belgique ne se hâtent de recevoir les plus grandes quantités possibles de charbon au titre des réparations ; d'un autre côté, pour assurer la vente du charbon de réparation, la France essaye d'éloigner du marché le charbon d'exportation allemand bon marché, au moyen d'une interdiction d'importation. Un arrêt complet des livraisons de charbon et de coke, au titre des réparations, rendrait naturellement plus difficile encore le transfert des paiements de réparations.

La tentative de formation d'un cartel international du charbon, n'a pas fait de grands progrès jusqu'à maintenant. La visite faite par le secrétaire général international des mineurs, Frank Hodges ministre du cabinet Macdonald, dans le bassin de la Ruhr, en novembre, n'est pas sans intérêt. Ce voyage s'effectue ouvertement d'accord avec les charbonniers anglais ou sur leur ordre, pour faciliter une collaboration quelconque avec l'industrie charbonnière allemande. Dans une interview publiée par le *Journal des mines* du 25 novembre 1925, il déclare ce qui suit :

« Un des buts les plus importants de mon voyage dans la Ruhr était d'examiner les possibilités de formation d'un syndicat européen du charbon, que je considère comme une organisation indispensable pour le règlement des conditions de production, de vente et de prix du charbon en Europe. L'impression que j'ai ressentie dans la Ruhr a encore augmenté dans une large mesure l'admiration que j'ai éprouvée déjà auparavant pour le syndicat des charbons rhénan-westphalien. Sans ce syndicat excellemment organisé à tous points de vue, avec le manque international de débouchés actuel le bassin houiller de la Ruhr se trouverait dans une situation chaotique... Une telle organisation est nécessaire aux mines anglaises, C'est la condition d'un accord charbonnier anglo-allemand qui pourrait conduire ensuite à un accord correspondant avec l'industrie charbonnière américaine. Seul, un tel syndicat est en état de régler la question des prix éminemment importante, je dirai même décisive pour toute l'industrie charbonnière. Des prix sains du charbon que seul peut réaliser un syndicat international rendant impossible la désastreuse politique de *dumping* pratiquée par un certain nombre d'Etats producteurs de charbon, sont la condition principale pour assurer la prospérité de l'industrie minière et, aussi des salaires suffisants, correspondant au caractère pénible et dangereux du métier qu'exercent les mineurs. Dès mon retour à Londres, je ferai mon rapport sur mes impressions dans la Ruhr aux prochaines séances sur le syndicat allemand du charbon et demanderai au gouvernement de travailler à la formation d'un syndicat anglais du charbon et, en même temps, de commencer les premières démarches pour réaliser l'idée d'une union internationale charbonnière. »

Hodges veut solutionner la crise charbonnière internationale par une union des capitalistes anglais et allemands ; il transforme la revendication de nationalisation des mineurs anglais en revendication d'union des capitalistes anglais à la manière du syndicat de la Ruhr! Les capitalistes anglais, aussi bien que les capitalistes allemands, lui seront reconnaissants de ses efforts.

## **Industrie du fer et de l'acier**

La situation s'est développée d'une manière différente dans chaque pays. En Angleterre, il y eut une légère amélioration à la fin de l'année, mais, en général, l'industrie anglaise du fer reste encore fort en arrière du niveau de l'année passée. En Allemagne et dans presque tous les autres pays, la situation a continué à s'aggraver, la production s'est réduite, et les prix très bas sont presque

déficitaires. La France fait exception; à cause de l'inflation les prix français du fer ont une très forte tendance à La baisse, comme le montre le tableau suivant :

*Fonte*

	Allemagne	France	Angleterre
juillet 1914	70,-	66,-	51,-
Janvier 1985.	89,-	70,-	79,-
Septembre 1926	88,-	68,-	68,-
Octobre 1925	86,-	64-	67,-
Novembre 1925	86,-	57.	66,-

L'industrie américaine du fer et de l'acier traverse également une période de prospérité ; la production de 1925 a dépassé la production-record de 1917. Mais les besoins du marché intérieur sont si grands que les fers et aciers étrangers pénètrent sur le marché américain, malgré l'élévation des droits de douane.

Le tableau suivant montre le développement de la production du fer et de l'acier dans les pays les plus importants.

*Fer brut*

Moyenne mensuelle	Angleterre	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Etats-Unis
	En milliers de tonnes					
1913	869	207	434	1609	212	2 601
1918	768	—	109	989	106	3 200
1921	222	73	280	654	81	1 401
1922	415	134	427	783	140	2 276
1923	636	182	442	411	117	3 393
1924	620	234	638	651	181	2 634
1924	593	217	634	803	185	2 550
1925	456	170	717	735	196	2 770
1925	481	174	739	742	205	3 072
1925	494	169	740	760	200	3 015
1925	503	---	—	717	—	3 250

*Acier*

Moyenne mensuelle	Angleterre	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Etats-Unis
1913	649	205	396	1 578	101	2 564
1918	812	1	151	1 248	73	3 645
1921	314	66	259	833	64	1 628
1922	494	130	373	976	117	2 967
1923	719	190	415	525	100	3 882
1924	696	238	576	---	157	3 103
1924	684	217	558	580	158	3 171
1925	690	165	632	880	180	3 549
1925	657	171	668	928	185	3 955
1925	654	156	647	876	174	3 908
1925	606	---	---	763	—	3 876

Les efforts faits pour former un cartel européen du fer n'ont abouti jusqu'à présent à aucun résultat. Ils sont en connexion étroite avec la suppression des négociations commerciales franco-allemande.

En d'autres termes : le fait que les industriels lourds allemands et français n'ont pas pu arriver à une entente a empêché jusqu'à ce jour la conclusion du traité de commerce entre la France et l'Allemagne. La situation s'est d'autant plus modifiée ces temps derniers qu'en Allemagne la réunion en trust des plus grandes entreprises lourdes de l'ouest est en voie de s'opérer, comme nous l'avons déjà signalé. Il semble maintenant que, malgré les démentis officiels, la constitution de ce nouveau trust de l'industrie lourde se fera sous l'influence américaine. On avoue déjà que, dès la constitution de ce trust, celui-ci recevra un grand emprunt américain, et que des délégués américains sont déjà en Allemagne et veillent à ce qu'aucune entreprise sans valeur ne soit introduite dans le grand trust par les intéressés.

Il est évident que si cette partie importante de l'industrie lourde allemande se trouve sous la direction américaine, le marché européen du fer et de l'acier prendra un nouvel aspect et que le rapport des forces sera fortement déplacé.

### **La crise de la navigation et des constructions maritimes**

La crise s'est quelque peu adoucie pendant ces trois derniers mois, grâce avant tout aux transports de saison des blés et à l'augmentation des transports de charbon. La situation de l'industrie des constructions maritimes a encore empiré, surtout en Angleterre.

## Problème de l'établissement des prix

### L'indice du commerce en gros

Nous donnons ci-dessous le tableau des indices du commerce en gros. En général, dans les pays à valeur ferme, on remarque une baisse insignifiante, principalement dans les produits, tandis que les prix des grains et des produits alimentaires ont une tendance à la hausse.

Dans la formation des prix de chaque pays, on remarque ce qui suit :

En France et en Pologne, les prix n'ont pas augmenté en rapport avec la dépréciation de la monnaie. Le niveau intérieur des prix en France entre juillet et novembre ne s'est élevé que de 9%, bien que le franc ait subi une dépréciation d'environ 20%. La dépréciation du franc en novembre atteignait 80% L'indice de prix s'est élevé à six fois celui d'avant-guerre.

L'indice des prix en Allemagne ne répond pas non plus à la réalité. Il ne reflète pas le recul des prix qui s'est produit pendant la crise. La cause en est que l'indice des prix est établi sur la base des prix des cartels officiels, mais, de fait, ces prix sont déjà fortement réduits.

#### *Indice des prix du commerce en gros*

(1913/14=100)

		Etats-Unis	Angleterre	Allemagne	France	Italie	Pologne	Suède	Suisse	Union-Soviétique	Japon	Inde	Chine
1924	Nov	153	180	129	504	621	117	167	170	168	214	176	156
1925	Avri	156	169	131	513	659	119	163	163	197	202	169	159
1925	Juil	160	165	115	557	707	120	161	160	175	199	—	163
1925	Sept	160	164	126	566	721	127	157	159	174	200	157	160
1925	Oct	156	161	124	572	716	128	154	157	175	201	—	159
1925	Nov	158	161	121	605	712	137	1»	157	179	200	164	158
1925	Dec	---	156	---	634	715	---	---	---	---	193	—	158

### La lutte pour les matières premières

La lutte pour rétablissement de prix des matières premières importantes, qui a déjà commencé depuis quelque temps, au sujet du caoutchouc brut entre les Etats-Unis et l'Angleterre, a pris dernièrement une grande extension. Celui qui appelle à la lutte est le secrétaire du commerce, Hoover, qui combat contre la fixation des prix de monopole pour les matières premières importantes d'importation, dans une série de discours et d'articles de journaux. Le 1<sup>er</sup> novembre, dans un discours à la Chambre de Commerce de Pennsylvanie, il déclarait qu'il y avait une série de matières premières importantes que les Etats-Unis devaient importer à des prix de monopole tenus artificiellement trop élevés : café, soie, caoutchouc, salpêtre, potasse, mercure, étain et quelques matières colorantes et corroyantes.

Les Etats-Unis dépensent annuellement 800 millions de dollars pour ces marchandises. La différence entre les prix élevés actuels et les prix normaux s'élève à 300 millions de dollars par an. Tous ces prix élevés sont maintenus avec l'aide des gouvernements. Les Etats-Unis auraient également la possibilité de créer des organisations de monopole pour les matières premières importantes et de maintenir les prix artificiellement élevés pour le coton, le pétrole et le cuivre, par exemple. Mais une telle attitude ne ferait qu'arrêter la reconstruction de l'Europe. Les Etats-Unis pourraient limiter la consommation des articles de monopole, soutenir la production des marchandises en question par l'organisation d'une concurrence à l'étranger, supprimer les crédits américains à ces pays qui exigent des prix de monopole. Mais cela signifierait la guerre commerciale, et c'est le dernier moyen à employer. Il espère que les gouvernements en question abandonneront à l'avenir cette exagération artificielle des prix qui ne fait que provoquer le mécontentement international.

Hoover ne menace pas seulement ici de représailles mais il déclare encore hypocritement que le gouvernement n'emploiera ces moyens qu'à la dernière extrémité. Mais en réalité, l'Amérique les emploie déjà : on a empêché l'emprunt allemand de la potasse et l'emprunt brésilien du café. Les plus grands efforts sont faits pour produire le caoutchouc dans les territoires coloniaux américains. Nous allons examiner brièvement les matières premières les plus importantes qui entrent ici en ligne de compte.

1) *Caoutchouc* : la fixation du prix du caoutchouc est réglée, comme l'on sait, par le système Stevenson. L'essence de ce système consiste en ce que la quantité d'exportation des territoires anglais produisant le caoutchouc est limitée selon les besoins du marché: Au sens de ce système, une exportation de 100 % est permise à partir de février 1926. Cela ne signifie pas que dorénavant toute quantité pourra être exportée librement mais seulement le maximum indiqué dans le plan. La consommation du caoutchouc s'accroît par bonds avec le développement de l'automobile : depuis 1900 elle a décuplé, et, pendant ces cinq dernières années, doublé. La consommation du caoutchouc séché s'élevait en 100 tonnes :

	1921	1922	1923	1924	1925
Consommation totale	265	390	430	470	560
Conso. des Etats-Unis	180	296	300	320	375
Conso. de l'Europe	41	62	60	66	100
Production	294	380	413	421	500

La production, c'est-à-dire en réalité, la quantité laissée libre pour l'exportation depuis 1922, année de l'introduction du système Johnson, est restée constamment inférieure à la consommation, bien que les plantations hollandaises eurent considérablement augmenté leurs exportations. Voici la production en 100 tonnes :

	Malaga	Indes néerlandaises
1921	151	71
1922	251	91
1923	195	123
1924	180	152



Le développement des prix pour le caoutchouc fut le suivant (Penny pour livre anglaise) :

1914	1924	1925				1926
15 juin	2 janv.	janvier	17 juil.	com. Oct.	com. Déc.	10 janv.
28	14	20	53	42	54	43

Nous voyons par là que la somme de 300 millions de dollars indiquée dans plusieurs articles américains comme payée à l'Angleterre pour le caoutchouc, en plus du prix réel, est à peu près juste. Si nous prenons comme base la plus haute dépense américaine de 900 millions de livres d'importation et évaluons le « prix raisonnable » à 20 dollars, il en résulte réellement une dépense supplémentaire annuelle tout aussi importante. L'exaspération, assez grande en Amérique, est encore augmentée par la presse.

Il ne s'agit pas en réalité d'une question de marché, mais d'une question de puissance. Provisoirement, le Congrès a nommé une commission pour examiner les prix des marchandises qui sont sous le contrôle des gouvernements étrangers; une grande société de tous les fabricants d'automobiles pour l'achat des plantations de caoutchouc étrangères a été fondée. La production doit être fortement augmentée dans le Libéria, les Philippines et la zone du canal de Panama. Grâce à un nouvel emploi des bandages déjà usagés, on doit réaliser une épargne de 25 % dans la consommation. Les Anglais disent bien que cela nuira beaucoup à la qualité des bandages américains. Mais nous voyons que, finalement, les Américains abaisseront les prix à un niveau « normal ».

Il est intéressant de signaler encore que les prix élevés du caoutchouc servent aux fabricants américains de bandages pour élever les prix des bandages d'une façon disproportionnée. Avant le plan Stevenson, les bandages coûtaient 23 dollars et contenaient du caoutchouc au prix de 2 dollars. Maintenant le caoutchouc coûte 5 dollars et les pneus 40 dollars. Les fabricants américains tirent les plus grands profits, car tout ce bruit sert avant tout leurs intérêts. Le groupe des fabricants de pneus constitue l'un des plus importants soutiens du Parti républicain ; ils donnent beaucoup d'argent pour les campagnes électorales - et Hoover aspire à la Présidence en 1929.

D'un autre côté, c'est un fait que les sociétés anglaises de caoutchouc ont réalisé de très gros bénéfices ces dernières années. Les actions de ces sociétés montent chaque jour. En Angleterre, en 1925 on a émis pour plus de 13 millions de livres de nouvelles actions.

Toute cette querelle est bien faite pour permettre de jeter un coup d'œil sur la façon dont se réalisent le» profits coloniaux. Tandis que les planteurs amassent d'énormes bénéfices, les pauvres ouvriers des Indes continuent à recevoir des salaires de famine.

2) *Café*. Pour le café, existe une société économique mixte fondée par l'Etat brésilien de Sao-Paulo, qui possède un monopole de fait pour l'importation et l'exploitation du café et qui s'occupe de maintenir des prix correspondants en limitant l'exportation, avec un succès tel que les prix atteignent presque le triple des prix d'avant-guerre. Sao-Paulo produit en chiffres ronds la moitié de la production mondiale du café. Les plus grands consommateurs sont les Etats-Unis, surtout depuis l'interdiction de l'alcool.

Les américains essayent de comprimer les prix par des achats forcés sur les autres marchés, par des refus de crédits, etc.

3) *Coton*. Parmi les marchandises dont l'Amérique pourrait attendre de grands avantages par suite de l'établissement de prix de monopoles, le coton tient la première place. Bien qu'au cours de

ces dernières années, de grand» efforts pour étendre la culture du coton aient été faits dans les colonies» françaises et anglaises de l'Afrique et de l'Asie, les Etats-Unis ont cependant un monopole, tant que leur coton est indispensable sur le marché mondial. Les Etats-Unis produisaient ces dernières années 60 % de la production mondiale du coton et sont — malgré leur grande consommation personnelle — le plus grand exportateur. Le coton américain est également, pour des raisons de qualité, très difficilement remplaçable par d'autres, aux fibres beaucoup trop courtes, le gouvernement s'est contenté jusqu'à présent de pousser les prix en hauteur par des bulletins tendancieux de récolte et en recommandant de limiter les surfaces cultivées. Mais il ne serait pas difficile du tout de provoquer avec plus de succès encore la hausse des prix par un règlement officiel de l'exportation.

4) *Cuivre, plomb, zinc*. En chiffres ronds, les Etats-Unis produisent 60 % de la production mondiale et pourraient imposer à l'Europe des prix élevés par un simple règlement officiel de l'exportation.

5) *Pétrole*. Cette possibilité semble ne pas exister ici. Les Etats-Unis doivent déjà importer du pétrole en grande quantité du Mexique, *Standard Oil* cherche dans le monde entier de nouveaux bassins pétrolifères. L'exportation du pétrole est très minime par rapport à la consommation des Etats-Unis et du reste du monde, de sorte qu'une domination de monopole du marché mondial par l'Amérique - comme le disait Hoover - paraît absolument impossible, surtout si nous tenons compte des richesses pétrolifères de l'Union Soviétique dont seule une infime partie est exploitée.

### L'établissement des prix du blé

L'établissement des prix du blé cause de très grosses difficultés, ces mois derniers, au travail économique. Abstraction faite des fortes variations de prix et de la diversité de fixation des prix dans chaque Bourse, il y a encore à résoudre le difficile problème suivant :

La récolte mondiale de céréales d'après les estimations officielles qui concordent avec les estimations privées dans la mesure où elles ne cachent pas de manœuvres de Bourse, est supérieure à celle de l'année dernière de 71 millions de double-quintaux pour le froment et de 70 millions pour l'orge, sans tenir compte de la récolte de l'Union Soviétique. Malgré cela les prix du froment sont à la fin de l'année plutôt un peu plus haut que plus bas qu'en 1924-25.

Voici les derniers chiffres officiels sur le résultat de la récolte mondiale en comparaison des années précédentes :

#### *Récolte mondiale*

	En millions de quintaux à 100 kg			
<i>Froment</i>	1925	1924	1923	Moyenne 1900/1913
Europe (24 pays)	371,6	283,8	337,5	365,4
Amérique du Nord (3 pays)	307,5	311,7	349,8	244,5
Argentine	58,4	52,0	67,4	40,0
Asie (5 pays)	101,8	110,6	113,2	106,0
Afrique (5 pays)	31,6	24,7	30,7	27,3
Australie	27,2	43,9	34,0	24,6
Total.	898,1	826,7	932,6	807,8

<i>Orge</i>	1925	1924	1923	Moyenne 1900/1913
Europe (22 pays)	232,2	161,2	204,4	245,6
Amérique (3 pays)	18,0	20,0	22,9	9,9
Total	250,2	181,2	227,3	255,5

L'établissement des prix de l'orge correspond à la grande récolte. Ces prix sont actuellement beaucoup plus bas sur tous les marchés qu'il y a un an ; en Allemagne et en France, ils sont presque aussi bas qu'avant la guerre. On peut tout au moins tirer de là la conclusion que l'établissement de prix différents pour le blé et l'orge et le bon marché de l'orge ne conduisent pas à une augmentation appréciable de la consommation de l'orge aux dépens de celle du blé. Le genre de consommation de quelques pays paraît être très conservateur sous ce rapport, et tendre en même temps à réduire la consommation du riz et de l'orge en augmentant celle du froment. Le tableau suivant indique le développement des prix du froment, par double-quintaux, en francs-or, calculés par l'institut Agricole de Rome, au début de chaque mois.

Nous ne possédons pas encore les chiffres de janvier, mais ils pourraient indiquer sur toute la ligne une augmentation continue, même peu importante.

#### *Cours du prix du blé*

	Winnipeg	Chicago	Liverpool
1922 Mars	27,29	26,66	34,27
1922 Juillet	25,62	22,14	30,32
1922 Septembre	19,42	19,68	25,21
1922 Décembre	20,95	23,23	26,47
1923 Mars	20,82	22,80	25,77
1923 Juillet	20,88	19,85	24,66
1923 Septembre	21,65	20,04	25,15
1923 Décembre	17,84	20,37	22,86
1924 Mars	18,67	21,33	24,19
1924 Juillet	23,09	22,37	26,30
1924 Septembre	25,80	23,92	30,26
1924 Décembre	31,17	29,71	35,43
1925 Mars	36,01	34,97	42,58
1925 Juillet	29,73	28,18	33,85
1925 Septembre	29,90	29,94	32,15
1925 Décembre	31,57	34,23	36,93

Nous voyons que la différence entre les prix fin 1923 et fin 1925, dans les Bourses les plus importantes, est très grande et qu'elle s'élève en général à plus de 50%, et même à 80% au Canada

Nous devons comparer les faits suivants : la récolte mondiale, Union soviétique non compris, est supérieure de 70 millions de doubles-quintaux à celle de l'année dernière, et inférieure de 35 millions de doubles-quintaux seulement à celle de 1923. Résumons, en indiquant le pourcentage : la

récolte mondiale de cette année est supérieure de 8 % à celle de 1924 et inférieure de 4 % environ à celle de 1923. Si maintenant nous ne perdons pas ces faits de vue et si nous constatons, sur la base de ce tableau, que les prix actuels du blé sont pour le moins égaux à ceux de l'année dernière et de 50 à 80 % plus élevés que ceux de la fin de l'année 1923, malgré une récolte inférieure de 4% seulement, nous devons en arriver aux conclusions suivantes : ou les chiffres indiqués pour la récolte mondiale sont faux, ou la consommation du blé a considérablement augmenté ces dernières années, ou bien les prix actuels du blé sont maintenus artificiellement élevés par des organisation de monopole.

La quantité mise à la disposition de l'exportation dans les cinq grands pays exportateurs a été estimée de la façon suivante par l'institut Agricole de Rome en Août 1925. c'est-à-dire, après la récolte de l'hémisphère nord et avant celle de l'hémisphère sud.

*Quantité de blé disponible pour exportation en Août*

	1924	1925
Canada	55,4	79,2
Etats-Unis	66,7	18,4
Inde	10,6	0,6
Argentine	11,4	12,1
Australie	3,1	3,5
[total]	147,2	113,3

Les chiffres parus depuis sur la récolte en Argentine et en Australie indiquent que l'exportation des Etats du sud ne pourrait être qu'inférieure de peu à celle de l'année passée. L'excédent de la récolte de blé de cette année sur celle de 1924-25 ne se trouve donc pas sur le territoire des grands pays exportateurs ; au contraire, ceux-ci disposant d'une quantité moindre pour l'exportation que l'année dernière, toute la quantité qui rend la récolte mondiale de cette année supérieure à celle de l'année dernière se trouve en Europe. La récolte, abstraction faite de l'Union Soviétique, y aurait en effet dépassé de presque 90 millions de doubles-quintaux celle de l'année dernière.

### **Dettes interalliées et question des réparations**

Pendant ces derniers mois, toute une série de dettes de guerre envers les Etats-Unis ont été mises en ordre. Ce sont les dettes roumaines, tchécoslovaques, estoniennes, belges, italiennes. Les petites dettes ont toujours été réglées sur le principe de l'accord de règlement des dettes britanniques. Mais les Etats-Unis ont dû faire à la Belgique et à l'Italie de grandes concessions vis-à-vis de leurs exigences primitives.

Les dettes belges ont été réglées de cette manière : les dettes de guerre réelles demeurent exemptes d'intérêt, seules les dettes d'après-guerre rapportent des intérêts. Tout l'accord repose sur un intérêt moyen de 1%.

Les Américains se sont montrés encore plus bienveillants en traitant les dettes italiennes. On a, extérieurement, l'impression que la commission italienne aurait bien mieux défendu son point de vue que Caillaux. Tandis que les Français se prévalaient toujours de leurs victimes de la guerre et cherchaient à faire dépendre le niveau de leurs paiements des paiements des réparations de l'Allemagne, les Italiens attachèrent le plus grand poids à prouver que leur pays était pauvre et qu'il

ne pouvait pas payer de grandes sommes. Ils présentèrent la chose de telle façon qu'ils cherchèrent à fixer le niveau de leurs paiements annuels selon les ressources de l'Angleterre et de la Belgique, par exemple :

1) L'accord anglais prévoit comme paiement 4,6% du budget total, l'accord belge 4%. Sur celle haie, l'Italie pourrait payer au plus 30 millions de dollars par an.

2) L'accord anglais atteint le niveau de 1,9% de l'ensemble du commerce extérieur anglais ; le belge 0,88%, la moyenne et donc 1,4%. Sur cette base, l'Italie pourrait payer annuellement 18,8 millions de dollars

3) Les paiements annuels de l'Angleterre s'élèvent à 0,94% de ses revenus nationaux. Sur cette base, l'Italie ne pourrait pas payer plus de 34,8 millions de dollars annuellement.

4) l'Italie est un pays pauvre, elle n'est pas riche en trésors naturels, elle ne possède ni charbon ni fer ; sa seule source de revenu est le travail. Dans la catégorie des hauts revenus à laquelle appartiennent 140 000 citoyens américains, on ne compte que 120 Italiens. Dans toute l'Italie, mesurés d'après le standard américain, il n'y a que 120 personnes riches. Etc.

En se basant sur ces arguments et d'autres semblables, un accord fut conclu, qui est très favorable à l'Italie. Elle paie 5 millions de dollars pendant les cinq premières années, de 14 à 18 millions dans les dix années suivantes et de dix années en dix années, une somme maximum de 80 millions.

Cette grande bienveillance vis-à-vis de la Belgique et de l'Italie, montre que le traitement beaucoup plus mauvais infligé à la France ne doit pas être attribué à des causes économiques mais à des causes politiques. Il est clair que ce sont les différences d'attitude de la France et de l'Italie envers les buts politiques extérieurs des Etats-Unis qui ont provoqué ce traitement. Les\* chiffres suivants publiés par la *Bankers Trust Comp.* montrent que ce ne sont pas les arguments économiques de l'Italie qui furent décisifs :

*Charges fiscales proportionnelles de l'Italie, de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.*

	Total des impôts		Par tête	
	1913/14	1924/25	1913/14	1924/25
	(en millions de dollars)			
Italie	437	497	12,85	13,07
France	1 005	1 141	25,56	29,06
Etats-Unis	1 987	4 753	30,91	41,91
Grande-Bretagne	1 345	2 521	27,06	57,03
	Revenu national		Pourcentage des impôts dans le revenu national	
	(en millions de dollars)			
	1913/14	1924/25	1913/14	1924/25
Italie	3 900	3 400	11,21	14,62
France	7 300	7 000	13,77	16,30
Etats-Unis	34 400	34 625	5,78	13,73
Grande-Bretagne	10 900	11 098	11,42	22,71

On voit par ce tableau que les charges fiscales par tête sont, en France, plus du double de celles supportées en Italie et qu'elles constituent un plus haut pourcentage du revenu national. Ce% chiffres

montrent que les arguments purement économiques n'ont servi que de prétexte.

Le sénateur Borah a justifié son attitude de la manière suivante :

« En ce qui concerne la capacité de paiement de la France, je suis d'un tout autre avis que vous. Depuis la guerre, la France a maintenu une armée active d'un million d'hommes, en chiffres ronds, et une armée de réserve de 4,5 millions. Elle a construit plus d'avions que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon réunis. Elle combat actuellement les Riffains avec 200 000 hommes, et les comptes rendus de presse montrent chaque jour que les Syriens sentent le poids terrifiant de la puissance militaire française. De plus, la France a prêté de grosses sommes d'argent à beaucoup d'autres pays pour des buts militaires.

Lorsque le président Coolidge proposa une conférence de désarmement, après la signature du pacte de Locarno, la presse française s'opposa presque unanimement à cette invitation. Il n'y a en Europe aucun peuple dont la situation soit meilleure que celle du peuple français. La production agricole a atteint, l'année dernière le niveau de 1913 ; sa production vinicole est encore plus grande qu'autrefois ; sa production en charbon dépasse de 110% celle de 1913, celle en fer de 110%, la production en soie de 117%, les industries métallurgiques de 115%, l'industrie cotonnière de 106%. La France n'a pas de chômeurs et possède un bilan commercial très favorable ».

Si le sénateur Borah signale le militarisme français que l'on pousserait à se développer plus encore en secourant la France dans son besoin financier, il n'en est pas moins clair que le militarisme italien n'est pas inférieur à celui de la France.

En ce qui concerne maintenant la dette de la France, le bruit court que l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, aurait proposé au gouvernement français de nouvelles conditions beaucoup plus favorables que celles reçues par Caillaux à Washington. Mais, d'un autre côté, on annonce que les Etats-Unis recevraient une partie des possessions coloniales françaises comme équivalent d'un règlement correspondant des dettes de guerre. Il s'agirait, dit-on, de l'Indochine

Reste à savoir ce qu'il y a de vrai dans ces nouvelles. Mais le fait est que les Etats-Unis maintiennent le boycott financier de la France, tandis qu'ils se montrent au contraire pleins de bienveillance pour les désirs de l'Italie. A ce point de vue, il faut remarquer que, dans le rapport de Mellon, ministre de» finances américaines, on convient pour la première fois, officiellement, d'un boycott des crédits contre les nations qui n'ont pas encore mis en ordre leurs dettes de guerre, c'est-à-dire, contre la France.

Au début de 1925, après de longues délibérations, on décida de ne pas permettre de couvrir aux Etats-Unis une partie quelconque de ses besoins financiers à un gouvernement étranger qui se refuse à mettre ses dettes en ordre ou à faire les efforts nécessaires pour les couvrir.

On répondit à des banquiers qui demandaient conseil au gouvernement que celui-ci refusait son autorisation à des transactions financières de ce genre. C'est une arme puissante aux maint de» Etats-Unis, qui forcera la France à se soumettre aux exigences des Etats-Unis.

Aucun changement sensible ne s'est produit dans la question des réparations ces mois derniers. Du côté allemand, les paiements se sont effectués régulièrement. Les dures conséquences du plan Dawes commenceront à se faire sentir cette année, mais elles ne se montreront dans toute leur force que dans deux ans, car les paiements de 1 220 millions de marks-or de cette année sont encore couverts en grande partie par la vente de 500 millions de marks d'actions de préférence des chemins

de fer d'Empire et non par les recettes courantes du pays.

En Allemagne, la pensée que les obligations des chemins de fer de l'Etat et des entreprises industrielles allemandes seraient vendues sur le marché mondial, c'est-à-dire qu'un nouvel emprunt serait fait pour couvrir la dette totale de réparation de l'Allemagne, a rencontré une assez forte résistance. Le noyau de cette résistance s'explique ainsi : une fois les valeurs mises en circulation et mises entre les mains de propriétaires privés, la possibilité d'une réduction des dettes de réparations devient plus difficile, car ces dettes ne sont plus des dettes d'Etat à Etat, mais des dettes de l'Allemagne à des créanciers particuliers. Le non-paiement des intérêts équivaldrait dans ce cas à une simple banqueroute d'Etat.

D'un autre côté, cette tendance qui veut mobiliser la dette allemande de réparations sous forme de vente d'obligations des chemins de fer, autrement dit de l'émission d'un nouvel emprunt, ne tient pas du tout compte de la question du transfert. On a prévu que le transfert annuel d'environ 2,5 millions de marks-or pouvait se faire sans difficultés et sans mettre en danger la monnaie allemande, ce qui, dans les circonstances données, est une manière de faire irréfléchie.

En résumé, nous pouvons donc conclure : dans la question du règlement des dettes interalliées, il s'est produit ces derniers mois un assez grand progrès, grâce à la condescendance des Etats-Unis. Les paiements des réparations continuent avec succès. Mais on n'a pas trouvé jusqu'à présent une solution adéquate pour résoudre la question des réparations. Les charges du plan Dawes pèsent d'années en années plus lourdement sur l'économie allemande déjà fortement ébranlée et aggraveront les crises quelle traverse.

2. *La Correspondance Internationale*, 13 mars 1926, n°33, pp. 303-304.

## **Intervention de Varga dans le débat du VI<sup>e</sup> Plenum du CEIC**

VARGA: La situation mondiale n'a peut-être jamais été aussi compliquée qu'à l'heure actuelle, aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain de la politique extérieure. Le monde se divise en quatre grandes parties. La première est l'Union Soviétique, s'édifiant hors de la société capitaliste et suivant une ligne ascendante. Parallèlement, nous avons le continent américain, de base encore capitaliste et étant également dans un mouvement d'ascension. Toute la situation mondiale dénote une polarisation plus ou moins complète des forces autour de ces deux centres. Toutes les forces révolutionnaires, dans le sens le plus large du mot, gravitent de plus en plus autour de l'Union Soviétique. Toutes les forces capitalistes, contre-révolutionnaires, se concentrent autour de la bourgeoisie la plus forte : celle des Etats-Unis. La troisième partie est l'Asie et les colonies de l'Afrique du Nord, actuellement dans une grande fermentation révolutionnaire d'un caractère nettement anti-impérialiste. La quatrième partie, c'est l'Europe, qui, cernée par ces trois forces, se trouve dans la situation la plus précaire et où l'ébranlement du capitalisme continue.

L'année dernière, on constata, ici, une certaine stabilisation du capitalisme européen. Trop peu de temps s'est écoulé pour pouvoir juger si cette stabilisation continue ou si elle est interrompue. A mon avis, l'année 1925 a été pour l'Europe une année de mauvaise conjoncture, avec une faible animation économique et, comme les événements de ces derniers mois l'indiquent, nous suivons de nouveau une courbe critique.

Cette amélioration temporaire de la situation du capitalisme a été achetée par une aggravation du sort des travailleurs.

Nous devons maintenant nous demander, pourquoi le capitalisme européen ne peut améliorer la situation de la classe ouvrière. Je crois pouvoir en donner les raisons suivantes :

- 1) L'Europe a perdu sa prédominance en tant qu'atelier industriel du monde.
- 2) Les surprofits coloniaux, qui permirent à la bourgeoisie européenne de créer une aristocratie ouvrière, sont cruellement restreints par tous les révolutionnaires de tous les peuples coloniaux.
- 3) Dans sa concurrence avec l'Amérique, l'Europe a perdu la possibilité de s'assurer, par l'importation de capitaux, les marchés extra-européens.

Le développement tend à isoler de plus en plus la bourgeoisie européenne des éléments qui sont intéressés au maintien du capitalisme. Au cours des dernières années, grâce à l'inflation, ce n'est pas seulement la partie embourgeoisée de la classe ouvrière qui a perdu son terrain économique, mais aussi une portion formidable de la petite-bourgeoisie, la grande classe des rentiers et une grande partie des paysans, qui ont été rejetés dans le prolétariat.

Par quels moyens, la bourgeoisie européenne, malgré son isolement objectivement de plus en



plus complet se défend-elle contre les progrès du mouvement ouvrier ? Elle se protège par plusieurs armures contre le prolétariat révolutionnaire. La première, sa cuirasse intérieure, c'est l'appareil de l'Etat ; la seconde, c'est la petite-bourgeoisie et les paysans que la bourgeoisie a groupés autour d'elle ; enfin, sa troisième, son bouclier, c'est la social-démocratie qui, rempart de la bourgeoisie, s'avance dans le flanc de la classe ouvrière. Et si nous considérons d'un point de vue réel nos objectifs stratégiques, nos tâches de combat, nous voyons que la social-démocratie est directement en face de nous et que c'est sur elle que nous devons porter nos premiers coups.

Il est faux de dire que la social-démocratie est le parti de la petite-bourgeoisie. Naturellement, elle n'est pas un parti ouvrier (seul le parti communiste est un parti ouvrier) mais les partis social-démocrates sont des partis tenant en leur pouvoir de grandes masses d'ouvriers. Ce sont des partis de la classe ouvrière.

D'un examen attentif de la social-démocratie, on doit tirer également ce second enseignement que la tactique de ce parti pour défendre la société bourgeoise est extrêmement habile et souple. Dans chaque pays, on utilise avec la plus grande adresse les moindres possibilités de détourner la classe ouvrière de la voie de la Révolution. Si, par une tactique habile, nous faisons sauter et poste avancé de la bourgeoisie, nous serons bientôt en état de lancer directement nos attaques contre l'organisation coercitive de l'Etat, ce qui obligera la bourgeoisie à jeter bas le masque de la démocratie pour soumettre la classe ouvrière directement par la violence. Ceci nous oblige à étudier soigneusement le système de la terreur blanche, de la terreur de la bourgeoisie, telle qu'elle existe depuis des années dans un grand nombre de pays de l'Europe orientale et centrale. Des centaines de millions d'hommes vivent depuis des années sous ce système et nous devons rechercher les moyens de leur venir en aide.

Pour conclure, je tiens à faire une remarque à l'égard du camarade Scholem. Il a déclaré que ma perspective est inexacte, que j'ai polémisé contre les perspectives des social-démocrates, disons même contre la théorie de Hilferding. Il prétend que le capitalisme européen a encore devant lui une grande période d'essor pacifique. Ce que j'ai toujours nié. En rapport avec ceci, j'ai écrit qu'il existe diverses possibilités, mais pas celle-là. Je pense qu'en jugeant définitivement les choses, personne ne peut trouver dans ce que j'ai dit une déviation du juste point de vue.

Je veux signaler, — ce que j'ai d'ailleurs plusieurs fois souligné — qu'il n'existe pas de passage automatique de pouvoir aux mains du prolétariat. La conquête du pouvoir doit se poursuivre à travers de longues luttes et, bien entendu, le triomphe du prolétariat n'est pas assuré si nous ne savons pas diriger la Révolution. Si Scholem, pour je ne sais quelle raison, ne veut pas le voir, je n'y puis rien. Je pense qu'il est nécessaire de souligner qu'il faudra de grandes luttes, difficiles et longues, pour vaincre la bourgeoisie. Je crois, d'autre part qu'il nous faut souligner que la perspective des social-démocrates, prédisant une nouvelle période d'essor pacifique du capitalisme, est fautive. Je ne crois pas que Scholem ait raison en voyant là une déviation quelconque de droite. (*Applaudissements.*)

3. *La Correspondance Internationale*, 20 mars 1926, n°37, pp. 349-352.

## **La fable des ouvriers qui deviennent capitalistes**

La lutte contre le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière a donné naissance à une idéologie nouvelle : elle fit surgir la fable des ouvriers qui se transforment en capitalistes. Avant tout, cette nouvelle idéologie découle nécessairement du fait que les progrès rapides de l'édification économique de l'Union Soviétique apportent aux ouvriers la preuve tangible de la possibilité, pour le prolétariat, de dominer à lui seul les forces de production créées par le capitalisme et d'assurer leur développement ultérieur. En guise de contre poids les capitalistes et les social-démocrates proclament maintenant que le capitalisme d'après-guerre évolue de façon à faire disparaître la différence entre les capitalistes et les ouvriers.

Cette nouvelle théorie a ses origines en Amérique et elle est exposée dans toute une série de publications.

Nous essayerons de donner un aperçu succinct des arguments sur lesquels s'appuie cette théorie. Nous nous baserons pour cela sur la plus représentative de ces publications : l'ouvrage de Carver, professeur d'économie politique à l'Université Harvard. L'argumentation principale en est celle-ci :

Le capitalisme est une catégorie éternelle, identique à la propriété privée.

« Si aucune force ne s'y oppose, le capitalisme existe automatiquement dans le même sens que la paix et la liberté existent automatiquement » (page 5)

Par son développement le plus récent, le capitalisme rend possible le bien-être pour tous. Jusqu'ici, il n'y a eu aucune Révolution, car les Révolutions passées n'ont rien changé d'essentiel aux relations de propriété. Elles n'étaient que des révolutions politiques.

*« La seule Révolution économique est actuellement en cours aux Etats-Unis. C'est une Révolution qui supprime la différence entre travailleurs et capitalistes, en faisant des ouvriers leurs propres capitalistes et en obligeant la plupart des capitalistes à devenir travailleurs, parce qu'un petit nombre d'entre eux seulement seront à même de vivre du seul revenu de leur capital. Il y a là quelque chose de nouveau dans l'histoire du monde. » (Page 10 )*

Par conséquent, la lutte de classe du prolétariat contre les capitalistes n'aurait absolument plus de sens, pas plus que la lutte contre le capitalisme, puisque la classe ouvrière serait en voie de faire directement sien le capital.

La classe capitaliste américaine accomplit elle-même la Révolution sociale, en créant l'égalité du revenu pour le travail d'égale qualité. La différence réside uniquement dans le risque que comporte le genre d'activité. *« Même revenu pour travail de même qualité »* (Page 30.) Une affaire lancée par soi-même fait courir les plus gros risques ; aussi rapportera-t-elle les plus gros bénéfices à celui qui réussit. Cependant on ne doit pas juger du revenu total de la classe capitaliste en se basant sur le succès individuel de tel ou tel homme d'affaires. Il faut aussi considérer le nombre encore plus grand des tentatives infructueuses dans les affaires faites pour son propre compte.

## Les bases statistiques de la nouvelle théorie

Pour prouver que l'absorption du capital par les ouvriers est en train de ce produire, on cite les faits suivants :

- 1) L'accroissement des dépôts dans les Caisses d'Épargne ;
- 2) l'augmentation des assurances sur la vie ;
- 3) les achats d'actions par la classer ouvrière ;
- 4) L'essor des banques ouvrières en Amérique.

Concernant les banques américaines, notamment les Caisses d'Épargne, les banques d'Etat, de trusts, privées et nationales, le tableau suivant montre

### LE MOUVEMENT DES DEPOTS:

Année	Somme totale des dépôts	Nombre de dépôts par titulaires	Nombre total des dépositaires
1914	8 720	89	11,38
1924	20 874	186	38,87

« Il va de soi que tous les dépôts d'épargne n'appartiennent pas à des salariés, mais la montée phénoménale du nombre total des dépositaires indique qu'un très grand nombre de petits épargnants est venu s'y ajouter pendant les dix dernières années. »

### ASSURANCES SUR LA VIE

1912	Somme totale 15,5 milliards de dollars
1925 janvier	„ 60 „

Le nombre des polices d'assurance est actuellement évalué à 83 millions.

« Les titulaires de ces polices d'assurance, étant en réalité les propriétaires des valeurs dans lesquelles les fonds d'assurance ont été investis, il y a environ 45 millions de possédants, ayant sous cette forme de la propriété. »

### SOCIETE DE CREDIT IMMOBILIER

Année	Nombre total des membres (en millions)	Total des capitaux (en millions de dollars)
1914	3,1	1 358
1923	7,2	3 941

*LA PART DES OUVRIERS DANS LA PROPRIETE ACTIONNAIRE* n'a pas été calculée. Cependant, il existe un grand nombre d'indices partiels concernant la montée rapide du nombre des actionnaires des grandes sociétés Nous allons citer quelques exemples.

*United States Steel Corporation.* Le nombre des ouvriers et employés s'élève à un peu plus de 200 000, dont des dizaines de milliers de salariés ont, dans les dernières années, souscrit des actions de cette entreprise (Chiffre maximal en 1921 : 81 722 ). Le nombre des actions achetées par les ouvriers et employés était en 1921 de 255 325.

*American Telephone & Telegraph Co.* 94 600 ouvriers ont souscrit des actions de cette

entreprise.

*General Motor Corporation.* 6 000 ouvriers sur 72 000 possèdent 270 000 actions, d'une valeur de 4 millions de dollars.

*International Harvester Co.* 70% des ouvriers travaillant dans l'entreprise possèdent des actions de cette compagnie pour une somme totale de 5 millions de dollars.

*Firestone Rubber Co.* 90% des ouvriers sont propriétaires d'actions de l'entreprise.

*Bethlehem Steel Co.* 14 000 ouvriers possèdent des actions de l'entreprise, etc.

Les ouvriers possèdent non seulement des actions de l'entreprise où ils travaillent, mais aussi des actions d'autres entreprises. La répartition nouvelle du capital aux Etats-Unis montre l'augmentation rapide du nombre des actionnaires. Ce dernier était en

	1914	1924
Standard Oil Co.	6 078	300 000
Armour & Co.		77 000

33 Compagnies de chemin de fer avaient en 1890 : 81 252 actionnaires possédant en moyenne 17 087 dollars en actions. Les mêmes entreprises avaient en 1923 : 602 000 actionnaires et la moyenne de la propriété actionnaire a diminué de 40%. Les différentes entreprises, s'occupant de « *Public utility* », c'est-à-dire de ce qu'on appelle chez nous communément les services communaux, tels que gaz, électricité, adduction d'eau, tramways etc., ont placé leurs actions par centaines de milliers chez leurs propres clients. Le placement d'actions le plus connu est celui du *Système des Téléphones Bell* : 560 033 actions sont entre les mains de 97 835 actionnaires, appartenant à 98 professions différentes. Une énumération des professions, avec le nombre des personnes y occupées et des actions leur appartenant, est ajoutée en supplément au livre précité de *Brockings*. Dans cette liste figurent toutes les catégories d'ouvriers tels que chauffeurs, tailleurs, ouvriers du bâtiment, cheminots, garçons d'hôtel, etc.

Naturellement, ces données disséminées ne permettent pas de se faire une idée de la participation totale des ouvriers aux dividendes, respectivement au capital. Le seul résumé est fourni par les chiffres suivants :

Sur les personnes ayant un revenu annuel de 1 000 à 5 000 dollars, les revenus en dividendes sujets à l'impôt, se répartissaient ainsi que suit :

1916	36 millions	1,8% du dividende total
1917	190	9,5% "
1918	335	14,1% "
1919	325	13,3% % "
1920	372	? % "
1921	562	22,7% % "
1922	491	? % "

*Les Banques ouvrières* se sont rapidement développées ces dernières années en Amérique. Elles étaient et sont fondées par différents syndicats ouvriers. La puissance totale de leur capital était évaluée, en 1924, à 150 millions de dollars.

En Angleterre, *Walter Runciman*, ancien chancelier de l'Echiquier, a calculé au début de 1925 qu'il y avait 15 million de capitalistes, possédant ensemble, uniquement en dépôts d'épargne, 778

millions de livres sterling, sans compter les placements dans les associations coopératives, les sociétés immobilières et les assurances sur la vie.

« 15 millions de capitalistes ! Le capital n'a pas été détruit par le travail ; sous sa forme la plus sûre, le capital se trouve être la propriété aussi bien de la classe ouvrière que de la classe bourgeoise. C'est très bien ainsi : puisse le ciel permettre une ascension rapide et constante du nombre des capitalistes. »

On ne peut se rendre compte de l'importance de ce chiffre, imposant en soi, qu'en le comparant avec le revenu total, respectivement avec l'accroissement de toute la propriété. Le chiffre cité par Runciman de 788 millions de livres *ne fait pas plus de 5%* de toute la fortune nationale, par conséquent un pourcentage infime pour les 15 millions de capitalistes ouvriers.

La fortune nationale des Etats-Unis est actuellement évaluée à des milliards de dollars. Quelque forte que soit l'estimation de la part de la classe ouvrière, comme le font les apôtres de cette doctrine de la disparition de la différence entre capitaliste, et ouvriers, la propriété des ouvriers est quand-même infime comparée à celle des capitalistes, et il est très douteux qu'elle s'accroisse plus vite que la part des capitalistes.

On ne peut, évidemment, pas nier le fait-même qu'une partie de la classe ouvrière américaine ait la possibilité de faire des économies et de les placer en actions. Il y a lieu d'attribuer cela essentiellement au fait que les Etats-Unis sont actuellement seulement sur le point de mettre à profit les immenses richesses du pays. Il ne faut pas oublier que la population des Etats-Unis égale actuellement à peu près celle de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, prises ensemble, que, par contre, le territoire des Etats-Unis dépasse huit fois le leur et que, par rapport aux ressources naturelles, il est de beaucoup plus riche que ces trois pays.

L'essor formidable du capitalisme aux Etats-Unis dans les vingt dernières années, la tendance inhérente à l'évolution capitaliste de concentrer les richesses entre un petit nombre de mains et, par là-même, d'isoler la classe capitaliste des autres classes a fait apparaître aux yeux des capitalistes américains la nécessité de créer une aristocratie ouvrière, ayant, sous une forme quelconque, sa part de miettes dans les profits des capitaliste. C'est le même processus historique qui, au siècle dernier, s'est déroulé en Allemagne et en Angleterre. La théorie de la disparition de la différence entre capitalistes et travailleurs est rien d'autre qu'une *réédition du révisionnisme de Bernstein*.

Il faut remarquer à ce propos qu'en mettant des actions à la disposition de leurs propres ouvriers et employés, ses entreprises capitalistes poursuivent le but de lier ces derniers à l'entreprise. Cela apparaît nettement en examinant le système employé par la *United Steel Corporation* pour placer ses actions parmi ses ouvriers.

Cette compagnie offrit récemment pour la deuxième fois des actions à ses ouvriers. Un plan spécial fut dressé. Suivant ce plan, les ouvriers peuvent toucher une action de 100 dollars au nominal par 400 dollars de salaire annuel. Le paiement des actions se fait par mensualités de 4 dollars. La Compagnie paie une prime spéciale à ceux des ouvriers qui gardent leurs actions pendant 5 ans. La prime s'élève de 1 dollar la première année jusqu'à 5 dollars dans la cinquième. Les actions des ouvriers sont administrées par un « comité de confiance », élu parmi eux par les ouvriers et employés. Si un ouvrier quitte l'entreprise, il reçoit ou bien les actions mêmes ou leur valeur en espèces. Tout le système est basé sur le calcul tendant à attacher les ouvriers à l'entreprise et à créer une idéologie de l'identité des intérêts du travailleur avec ceux du capitaliste, de l'identité des intérêts de tous les propriétaires d'actions. Le même point de vue prévaut dans les diverses entreprises

assurant les services communaux.

## **Le pouvoir de disposer du capital reste entre les mains des capitalistes**

Il est d'une importance particulière que le pouvoir de disposer de l'entreprise reste complètement entre les mains d'un petit groupe d'actionnaires malgré la grande masse des autres actionnaires. On y arrive par le système de la répartition des actions en actions de préférence et en actions A et B, et sur ces dernières ordinairement seul le petit nombre des actions B donne droit au vote, (En Allemagne, on emploie généralement, dans le même but, le système des actions à vote plural donnant droit jusqu'à 100 voix.) Ce fait est fortement souligné par le professeur *Ripley* de l'Université Harvard. Il attire, avec raison, l'attention sur le fait connu que, même en cas de répartition égalitaire du droit de vote, les petits actionnaires n'ont ni le désir, ni les capacités, ni les moyens d'exercer quelque influence que ce soit sur la gestion des affaires. Par le système des actions de préférence, cette possibilité est annihilée aussi juridiquement.

« Le cas récent de la *Dodge Motor Co.* est significatif. Une maison de banque achète une entreprise privée pour, mettons, 146 millions de dollars. Elle récupère cette somme, mettons, par la vente d'obligations, d'actions de préférence et de 1 500 000 actions sans droit de vote, classe A. Mais pas une seule des 500 000 actions B, ayant droit au vote, n'est vendue. Le groupe financier s'est versé ainsi à soi-même un beau bénéfice pour avoir accaparé les pleins pouvoirs sur l'entreprise et récupéré sur le public la valeur totale de la somme par lui avancée.

Le pire exemple de ce genre est peut-être le cas d'un Konzern de soie artificielle qui avait vendu de cette façon 598 000 actions de la classe A sans droit au vote, en gardant pour lui-même 2 000 actions de la classe B, seules votantes... C'est un fait élémentaire, qui se passe de preuve, que, plus le nombre des actionnaires est grand, plus il est facile, pour un bloc petit, mais serré, d'actionnaires de la minorité d'exercer son pouvoir sur toute l'entreprise... Plus on augmente le nombre des actionnaires, plus le contrôle effectif des entreprises passe entre les mains des intermédiaires, des démarcheurs, des banquiers et des sociétés financières. »

Quand une société par actions est dominée par un petit groupe de capitalistes, il est évident qu'ils trouvent les voies et moyens de s'approprier une grande partie des bénéfices. Cette évolution a, paraît-il, amené les capitalistes américains à changer de tactique. Autrefois, un groupe de capitalistes participait à un nombre réduit d'entreprises au moyen d'un grand paquet d'actions. Actuellement, l'évolution tend, paraît-il, à donner à ce même groupe capitaliste la possibilité de tirer pour son capital un bénéfice encore plus grand qu'avant, en participant avec un pourcentage moindre à un nombre d'entreprises supérieur. On réserve consciemment aux actionnaires les fonctions du capital d'emprunt. Sous forme de dividendes, ils touchent des intérêts fixés à un taux plus ou moins bas, tandis que le bénéfice d'entrepreneur proprement dit (bénéfice total, moins les intérêts du capital d'emprunt) échoit aux gros capitalistes.

## **L'influence de la nouvelle doctrine sur la classe ouvrière**

Il ne peut y avoir aucun doute que cette nouvelle doctrine ait déjà exercé une assez forte influence sur la classe ouvrière. Avant tout aux Etats-Unis où, comme nous venons de l'exposer, il existe, en effet, une base matérielle pour l'ascension de la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste, bien que les possibilités en eussent été sciemment fort exagérées.

*Mr. Stone*, directeur de la Banque des Conducteurs de Locomotives, exposait ce qui suit :

« Lorsque, pour la première fois, notre *Cleveland Bank* s'était mis en rapport avec la plus grande banque de *Wall-Street* pour l'achat en commun d'obligations cela fit époque dans l'histoire financière américaine... Une banque de *Wall-Street* tendait ici la main à une banque ouvrière dans une transaction financière en vue de l'achat pour 3,5 millions de dollars d'obligations de la grande Compagnie des Chemins de fer du Nord... Maintenant, notre *Cleveland Bank* vend ces obligations et les offre avant tout aux ouvriers de cette ligne de chemin de fer. Chaque conducteur de locomotive, chaque chauffeur, chaque receveur ou mécanicien qui achète un de ces titres, se trouve ainsi avoir un intérêt supplémentaire au bon fonctionnement de l'entreprise. Il est créancier. Le premier intérêt du créancier est la solvabilité du débiteur. Si la ligne du Chemin de fer du Nord prospère, les obligataires en tirent l'assurance d'un bon placement. Les ouvriers qui possèdent des valeurs de cette ligne de chemin de fer, feront leur mieux afin qu'elle soit bien desservie et qu'elle rende de bons services, car c'est là la voie de la prospérité. »

Ici on proclame ouvertement la communauté d'intérêt entre l'ouvrier possesseur de titres et l'entreprise où il travaille.

En ce qui concerne les possibilités pour les ouvriers d'absorber le capital, elles paraissent illimitées aux yeux des chefs ouvriers. Le même *Mr. Stone* déclare :

« La puissance d'épargne de la classe ouvrière américaine est si grande que, si celle-ci faisait des économies et les plaçait avec précaution, elle pourrait devenir d'ici dix ans une des principales puissances financières du monde. »

*P. Brady*, délégué au congrès du *Labour Party* en 1924, dresse dans le même livre le compte suivant :

« Chaque année, 25 milliards de dollars sont versés en salaires aux ouvriers industriels de notre pays. Six à sept milliards sont économisés d'une façon ou d'une autre. C'est cette somme considérable que les Banques ouvrières espèrent contrôler éventuellement. »

Tels annonceurs bourgeois de la nouvelle doctrine salubre produisent des calculs, d'après lesquels les ouvriers américains pourraient, en quelques années racheter tout le réseau ferroviaire des Etats-Unis, etc.

Le plus remarquable, en tout cela, c'est que cette idéologie du rachat de la propriété capitaliste au moyen de l'épargne ouvrière trouve des adeptes également en Allemagne, bien qu'ici les conditions économiques soient radicalement différentes. Parmi de nombreuses déclarations, nous ne citerons ici que celle du social-démocrate « de gauche » *Aufhauser* :

« Ce serait une grave erreur de la part des syndicats ouvriers que de vouloir limiter tous leurs efforts à la seule lutte pour les salaires. Si urgentes que soient aujourd'hui ces luttes, il est cependant aussi important, en fixant notre tactique syndicale quotidienne, de ne pas perdre de vue le but final : le socialisme. Nous ne ferons que nous rapprocher davantage du but final du mouvement ouvrier, si nous cherchons avec persistance à nous frayer un chemin dans l'économie capitaliste, à la pénétrer dans une mesure toujours plus large... Il n'est pas impossible de créer, avec cette masse d'organisés, l'outillage financier permettant de prendre pied dans l'économie capitaliste. »

Il invite les syndicats à suivre l'exemple de l'Union des syndicats du bâtiment, à prélever des cotisations spéciales, à créer une caisse d'économies et à la mettre à la disposition de la Banque

ouvrière, pour pouvoir, prendre pied financièrement dans l'économie capitaliste.

Ce qui est irréalisable en Amérique dans les conditions d'un capitalisme en plein développement, mais ce qui, toutefois, repose là-bas sur un phénomène économique réel, devient, dans les conditions de l'Allemagne, une singerie stupide et insensée.

### **Le point de vue des capitalistes**

Alors que les capitalistes américains, en cédant à leurs ouvriers des actions et obligations veulent créer l'apparence d'une communauté d'intérêt entre capitalistes et ouvriers, cette apparence s'évanouit aussitôt qu'on en vient aux luttes réelles. Dans la grève actuelle des mineurs d'anthracite qui dure déjà plus de six mois, les dirigeants capitalistes prennent nettement une position violemment hostile. Le *Financial Chronicle*, organe dirigeant de la bourgeoisie américaine, consacre à la grève un leader spécial dans son numéro du 17 octobre (dans ce journal les leaders ne paraissent qu'exceptionnellement) et appelle à la lutte finale contre les mineurs. Il y est dit que l'esprit de conciliation à l'égard des mineurs doit prendre fin.

« La présente grève doit être la dernière... La lutte contre les mineurs grévistes doit être menée énergiquement et sans relâche, dut-elle exiger trois mois ou six mois ou toute une année. Mais il est évident qu'on ne peut pas mener cette lutte efficacement si l'on tient les mines fermées. Il faut essayer d'extraire du charbon, et cela immédiatement. Cette tentative aurait déjà dû se faire au moment où les mines ont été désertées... Un grand nombre de mineurs auraient repris le travail, malgré les excitations des chefs syndicaux... Mais tant que les mines restent fermées, ils n'ont vraiment pas le moyen de retourner au travail, même s'ils le désiraient vivement. »

La position prise par cet organe dirigeant en face de la résolution adoptée par le Congrès des *Trade Unions* américaines au sujet du barème des salaires à revendiquer, présente un intérêt encore plus grand. Dans cette résolution, il est dit :

« L'inégalité sociale, l'instabilité de l'industrie et l'injustice doivent s'aggraver tant que le salaire réel des ouvriers, - le pouvoir d'achat de leur salaire, - en liaison avec une réduction continue des heures de travail, ne progressera pas proportionnellement à la force de production grandissante des ouvriers ».

L'organe du gros capital se dresse âprement contre cette conception et expose que le bénéfice résultant de l'application des machines, appartient aux capitalistes.

« Que payer à l'ouvrier s'il ne fournit aucun travail ? Il y aura toujours du travail à la portée de l'ouvrier. Il faudra toujours que quelqu'un mette la machine en mouvement et qu'il la fasse stopper au besoin (bien qu'un régulateur chronométrique pût y être monté). Mais l'ouvrier, l'automate, doit-il être payé en relation de l'augmentation de la production de son maître, la machine ? Une pareille idée est intenable, un projet semblable ne peut jamais être réalisé. Mieux vaudrait détruire les machines et garder l'ouvrier. Nous ne l'envisageons pas, mais adapter le salaire ouvrier à la productivité croissante des machines, c'est tout simplement impossible ».

Tout cela nous montre qu'en réalité, la pratique des capitalistes américains est tout autre que celle prônée par leurs idéologues et les capitalistes eux-mêmes, lorsqu'il s'agit de tromper les ouvriers.



4. *La Correspondance Internationale*, 24 mars 1926, n°38, pp. 356-357

## La situation économique de l'Allemagne au début de 1926

L'Allemagne traverse actuellement une crise de débouchés d'une gravité exceptionnelle.

Les chiffres ci-dessous indiquent la gravité de cette crise :

### CHÔMAGE

Au début de	Nombre des chômeurs (en milliers) ayant touché une allocation	Pourcentage des chômeurs syndiqués	Pourcentage des ouvriers syndiqués ne travaillant qu'une partie de la journée
Déc. 1924	529	8,1	6,5
Juin 1925	214	3,5	5,2
Sept. 1925	231	4,5	8,5
Oct. 1925	266	5,8	12,4
Nov. 1925	364	10,7	16,0
Déc. 1925	669	18,7	18,7
15 déc. 1925	1 057	--	--
Janv. 1926	1 466	--	--
15 janv. 1926	1 762	--	--

Le chiffre effectif des chômeurs doit s'élever de 2,5 à 3 millions.

### ROULEMENT DES WAGONS SUR LE RESEAU FERROVIAIRE D'EMPIRE

	Nombre des wagons en circulation	Nombre des wagons par journée de travail
du 25 sep. au 1 <sup>er</sup> oct.	810 635	135 106
du 1 <sup>er</sup> au 7 nov.	790 729	131 788
du 8 au 14 nov.	776 424	129 404
du 15 au 21 nov.	828 684	138 114
du 22 au 28 nov.	763 260	127 210
du 29 nov. au 5 déc.	723 336	120 561
du 6 au 12 déc.	677 538	112 923
du 13 au 19 déc.	692 016	115 336
du 20 au 26 déc.	659 298	109 883

Ces chiffres révèlent le recul de la circulation des marchandises. Dans leur appréciation, il faut évidemment tenir compte de ce que l'arrivée de la saison froide provoque l'arrêt des transports de certains produits de grande consommation, tels que les pommes de terre, les matériaux de construction etc.

La crise s'étend à toutes les branches de l'industrie allemande, et surtout, à la métallurgie. Ici, il faut souligner que si dans la production houillère on a licencié plus de 100 000 ouvriers au cours de l'année, la production mensuelle n'a quand même pas diminué. Par contre, le fer et l'acier accusent une diminution constante de la production.

#### PRODUCTION DU CHARBON, DU FER ET DE L'ACIER

1925		Houille	Lignite	Coke	Fer	Acier
		Millions de t.		Milliers de t.		
1er tr	Moyenne mensuelle	11,3	11,9	2 370	925	1 182
2e tr	Moyenne mensuelle	10,2	10,5	2 293	932	1 096
3e tr	Moyenne mensuelle	11,2	11,7	2 120	814	937
Oct.		12,0	12,8	2 140	742	929
Nov.		11,2	11,9	2 087	760	876
Déc.		11,2	12,3	2 143	717	763

La production du charbon fut un peu plus élevée que les mois précédents. Cela, malgré la fermeture de nombreux puits et malgré que le nombre des ouvriers fût réduit de 100 000.

La production du fer et de l'acier marque un recul très prononcé. Elle est de plus d'un quart inférieure à celle du début de l'année. L'industrie du fer et de l'acier souffre particulièrement de la concurrence française. Les prix du fer français restent fort au-dessous des prix allemands. Aussi importation de fer et d'acier dépassait-elle en octobre 1925 l'exportation.

La marche des affaires dans l'industrie de transformation est en général très mauvaise. L'industrie chimique qui montre le plus de force de résistance, traverse également une crise. Les rapports de toute sorte sur la situation du marché signalent tous, avec une uniformité déconcertante, des crises de débouchés, des fermetures d'usines, des licenciements d'ouvriers.

L'économie agricole est momentanément dans un état de forte dépression due à la crise des « ciseaux » et au manque de capitaux. Néanmoins, l'économie agricole nous paraît être l'élément le plus sain de la vie économique allemande pour une période prolongée. Grâce aux bas salaires, les bas prix des engrais artificiels, avec un marché protégé par des tarifs douaniers prohibitifs, la grosse exploitation agricole doit très bien pouvoir aller son train avec le temps. Certes, les petits paysans sont très accablés par les gros impôts et la cherté du crédit.

La crise d'écoulement sur le marché intérieur se manifeste par une forte augmentation des faillites.

#### NOMBRE DES FAILLITES

	1924	1925
1er tr	140	2 210
2e tr	1 034	2 140
3e tr	2 285	2 402
Oct.		1 164
Nov.	(tr.)1 691	1 343 (tr. : 4 167)
Déc.		1 660
[total]	5 170	10 919

A cela viennent s'ajouter les liquidations judiciaires et les milliers de cas de simple cessation

des paiements, quand la faillite n'est pas déclarée, faute de masse à saisir. Dans la première quinzaine de janvier 1926, il y eut 928 faillites et 603 cas de liquidations judiciaires. La plupart ont eu lieu dans le textile, la chaussure et les cuirs. La pénurie de *capitaux dont souffre l'économie allemande* se manifeste à la suite du fait que la production n'est absorbée par la circulation des marchandises qu'en quantité relativement restreinte.

Ce qui frappe l'attention, c'est que le mouvement des prix ne reflète pas l'acuité de la crise. La raison en est que les indices des prix sont basés sur les prix publiés par les cartels d'industrie. Mais les différentes entreprises établissent généralement leurs offres à des prix concurrençant ceux des indices. Le mouvement des prix se présente ainsi que suit :

*INDEX DU COMMERCE. DE GROS*

*(Office statistique d'Empire)*

1925	Index global	Produits agricoles	Blés et pommes de terre	Matières premières d'industrie
Janvier	138	137	133	140
Juin	134	---	---	---
Septembre	126	118	106	135
Octobre	124	---	---	---
Novembre	121	114	98	133
30 décembre	121,2	116	103	131

Ce tableau montre des « ciseaux » fort ouverts. Les offres de céréales dépassaient en automne la consommation courante. Les négociants et les minotiers munis de fonds faisant défaut, les prix baissèrent au-dessous du marché mondial, même fort au-dessous des prix d'avant-guerre.

*Les cours des actions* reflètent également la mauvaise situation de l'économie allemande. L'indice de la *Gazette de Francfort* montre le développement suivant :

Pour 100 marks au nominal, les cours étant au

	7 février 1925	3 juillet 1925	3 octobre 1925	2 janvier 1926
Mines	105,86	70,74	38,54	50,13
Potasse	100,49	74,93	74,13	49,58
Produits chimiques	89,16	64,79	58,66	47,52
Electricité	98,90	79,99	67,09	59,75
Machines	100,87	68,08	45,31	31,36
Automobiles	138,53	96,80	66,75	42,48
Wagons	104,67	55,64	36,92	20,95
Textiles	112,56	95,71	88,93	70,61
Cuir	106,77	67,93	51,49	36,83
Papiers	102,06	78,92	75,06	57,88
Bâtiment	106,99	76,56	60,68	52,42
Boissons	109,25	91,91	90,85	81,39
Sucre	99,90	66,87	57,26	43,25
Minoterie	99,47	72,64	64,99	47,45
Navigation	103,84	66,08	62,97	83,41
Chemins de fer	127,80	109,78	98,13	101,99
Banques	105,73	89,92	82,87	83,41

Assurances	130,35	93,32	87,61	80,26
------------	--------	-------	-------	-------

*La formation des cours* - et non le montant des cours eux-mêmes, qui dépend du mode de calcul des prix par rapport à la valeur-or — reflète assez bien la marche de la conjoncture dans les différentes branches d'industrie. Les plus grosses pertes furent subies par les actions d'ateliers de construction de wagons : elles tombèrent de 105 à 20, les machines de 101 à 131, les mines de 105 à 50. Le recul des actions de chemins de fer et bancaires est bien moins prononcé.

Dès le début de l'année, les opérations de bourse sur les marchés d'actions subirent un changement complet. Sous l'influence d'achats américains, une hausse accentuée commençait dans la première quinzaine de janvier 1926, englobant toutes les valeurs. Le niveau des cours s'éleva d'un cinquième.

*Le développement du commerce extérieur* n'était pas défavorable. Sous la pression de la crise, l'exportation fut évidemment forcée, l'importation, par contre fut limitée, et la passivité du bilan commercial fut ainsi atténué. Voici les chiffres des derniers mois :

	Septembre	octobre	novembre	Janvier à novembre
<b>Importation:</b>	(en millions de marks-or)			
Sommes totales	1 089,06	1 118,44	894,33	12 403,0
dont				
Denrées et boissons	402,33	355,70	250,89	3 791,2
Matières premières et Produits semi-manufacturés	454,53	506,71	465,88	5 882,5
Produits manufacturés	185,48	201,48	132,61	1 901,9
Or et argent	34,54	44,86	39,79	711,0
<b>Exportation</b>			• t	
Sommes totales	780,18	881,43	792,9	8 033,3
dont				
Denrées et boissons	24,02	43,53	50,81	444,5
Matières premières et Produits semi-manufacturés	149,49	156,54	167,10	1 478,8
Produits manufacturés	602,43	646,30	571,62	6 069,5
Or et argent	3,62	4,95	5,12	35,1

La passivité du bilan commercial, qui, en septembre, s'exprimait encore par un déficit de 309 millions de marks-or, est tombé en novembre à 100 millions et même à 70 millions, abstraction faite de l'or et de l'argent. Certes, l'exportation n'a pas augmenté, mais c'est l'importation des denrées et des produits finis qui a diminué, ce qui se trouve évidemment en relation avec la diminution des crédits étrangers.

*C'est la situation de la banque d'Empire et des finances d'Etat* qui est favorable. La menace d'une nouvelle dépréciation de la monnaie, qui se dessinait en été, a disparu. Au contraire, à la suite du recul qu'avait subi le roulement des marchandises, [ ? illisible ] des fonds étaient redevenus disponibles. Les taux d'intérêt pour prêts à courte échéance, se sont fortement réduits au cours des dernières semaines, ils sont descendus jusqu'à 6 %. Le taux d'escompte de la banque d'Empire fut

abaissé à 8 %, sans que pour cela la situation de celle-ci fût devenue plus mauvaise. Mais pour les prêts à longue échéance, il est toujours prélever de 12 à 20 % par an.

*Les finances d'Etat se sont également améliorées de façon continue.* D'ailleurs, le Reich, les communes, les chemins de fer d'Empire, les Postes, la Banque d'Empire, la Banque de Prusse, sont devenus les grands réservoirs collecteurs d'argent. Sur leurs excédents, ces institutions fournissent maintenant en fonds les banques et les entreprises industrielles.

#### *LA MAIN-MISE DE L'ETRANGER SUR L'ECONOMIE ALLEMANDE*

La pénétration du capital étranger dans l'économie allemande, par le canal des crédits contractés et des ventes d'actions effectuées à l'étranger, a repris, ces derniers mois, dans de larges proportions. Au lieu de faire des emprunts, on vend de plus en plus des actions, de sorte que le capital étranger pénètre dans la direction même des entreprises. Parmi les plus importantes transactions de ce genre, on compte les suivantes :

	millions de dollars
Usine d'énergie électrique Rhéno-Westphalienne	10
Nuremberg, Heidelberg, Düsseldorf, Duisburg, Winterberg (20 villes), Oldenbourg (Etat libre), ville de Basle, au total:	33
Fabrique des ampoules « Osram » (pas d'Amérique)	5
Compagnie de navigation « Hapag »	6,5
Banque pour l'industrie textile (1 million de livres)	5
Emprunt de la potasse (à l'exclusion de l'Amérique)	30

Parmi les ventes d'actions, il faut citer la transaction *Harriman-Héritiers Giesche*, par laquelle le capital américain s'assure l'influence décisive sur la production polono-allemande du zinc en Haute-Silésie. La vente d'un paquet d'actions de la *Dresdner Bank* à un groupement de banques américain a placé la quatrième grande banque allemande sous l'influence de l'Amérique. On sait que des paquets d'actions de la *Deutsche Bank*, de la *Diskonto Gesellschaft* et de la *Kommertz & Privatbank* sont déjà devenus propriété américaine.

Le grand *Trust minier de l'Allemagne Occidentale* qui est en train de se constituer recevra un grand emprunt ou bien il réservera une participation (25 millions de dollars) à *Dillon Read & Co.*, les banquiers américains connus.

Ces derniers temps, deux instituts financiers spéciaux ont été créés, avec le concours de banques allemandes, en vue de l'achat d'actions allemandes.

*European Shares Inv.*: Capital actions 5 millions de dollars. Quand cet institut aura investi ses capitaux en valeurs allemandes, il émettra probablement des bons qu'il réalisera pour acheter, avec le produit, de nouvelles actions, pour recommencer ce genre d'opération.

*German Credit and Invest. Co.* : Capital action 12 millions de dollars. Sociétaires : *Dillon, Read & Co.* Du côté allemand : *Diskonto Gesellschaft* et la Banque *Mendelssohn*. Le but est le même : rachat de valeurs allemandes.

Nous voyons que l'expansion étrangère avance en Allemagne à une allure rapide. L'économie allemande tombe sous la dépendance du capital étranger dans une mesure toujours plus grande. Le

prolétariat allemand doit produire la plus-value aussi bien pour les capitalistes allemands que pour ceux de l'étranger. Il est doublement exploité.

5. *La Correspondance Internationale*, 27 mars 1926, n°41, p. 401**La situation économique en Pologne au début de 1926**

*La crise économique et financière de la Pologne s'est considérablement aggravée ou cours de ces derniers mois.*

Là dépréciation du zloty s'est poursuivie jusqu'à la fin de décembre. Le niveau le plus bas a été atteint avec 15 zlotys pour 1 dollar, ce qui représente une dépréciation de 66 %. Depuis, la situation s'est améliorée. En ce moment le change du dollar est de 6,5 zlotys. M. Grabsky, président du Conseil et ministre des finances, a dû donner sa démission, et c'est maintenant son successeur qui essaie de surmonter la crise en faisant participer du capital anglais à la Banque d'émission, par la mise en gage des monopoles, etc.

*La crise du change* doit être attribuée avant tout au manque de devises étrangères. La réserve en devises de la Banque de Pologne était complètement épuisée à la fin de novembre. L'endettement en devises étrangères de la banque dépassait de 16 millions l'approvisionnement restant qui s'élevait à 60 millions. Pour maintenir la réserve légale au taux prescrit par la loi, il fut admis, au lieu de billets de banque, des petites coupures d'Etat jusqu'à concurrence de 400 millions de zlotys, de sorte que la couverture-or - déduction faite de la partie donnée en gage de 70 millions – n'est plus que de 10 %. Le trésor de la Banque d'émission, racolé à grand tam-tam patriotique, s'est montré insuffisant : les actions de la Banque sont cotées à 50 % seulement de leur valeur nominale.

*La dépréciation de la monnaie nationale* est due à la passivité du commerce extérieur. Celui-ci montre le tableau suivant :

	[exportations]	[importations]	[déficit]	[excédent]
De janvier à juin	610	1038	428	
En juillet	87	173	86	
En août	104	116	12	
En septembre	109	73		36
En octobre	131	80		51

Il faut ajouter à cela que l'activité du bilan commercial n'est pas l'effet de changements économiques quelconques — à l'exception, peut-être, de la bonne récolte — mais doit être attribué au fait que l'importation fut limitée par des mesures coercitives, tandis que l'exportation fut poussée à une allure forcée (dégringolade rapide du change !)

La cause de la passivité du bilan commercial était que les produits étrangers pouvaient être importés à des prix bien inférieurs à ceux des produits nationaux.

*La situation de l'industrie est extrêmement mauvaise.* En Haute-Silésie, une moitié seulement des ouvriers a du travail.

« Le nombre général des chômeurs, écrit la *Frankfurter Zeitung*, doit se chiffrer à près de 400 000, et si l'on y ajoute les ouvriers travaillant moins de trois journées la semaine, il atteint environ la moitié du nombre total des ouvriers.

« Combien la situation est grave à Lodz, cela ressort du fait que déjà 17 manufactures de drap, la plupart avec leurs ouvriers, ont émigré de Lodz en Roumanie dans les derniers temps, et que de

nouvelles expatriations causées par la misère sont envisagées. De nombreuses entreprises devenues insolubles sollicitent la mise sous surveillance judiciaire. Quantité d'autres manufactures du textile durent être fermées, parce qu'il n'était pas possible de se procurer des fonds pour la paye des ouvriers »

La cause principale de la *passivité du commerce extérieur* et de la cherté de vie que provoque cette dernière, est la super-structure militaire et politique par trop coûteuse pour la base économique du pays. Là-dessus, tous les experts étrangers appelés en Pologne sont d'accord. A l'époque, *M. Young* avait établi un budget de 600 à 700 millions de zlotys comme seul correspondant aux conditions économiques de la Pologne, mais le budget de 1925 a dépassé les 2 milliards. C'est pourquoi on dut faire rentrer les impôts avec la dernière brutalité.

La situation qui devait résulter de tout cela, est décrite dans une correspondance de la *Gazette de Frankfort*

« Les conséquences pour le pays sont épouvantables, au-delà de toute mesure. Le manque d'argent atteint un degré extrême. *Grabski* voulant à tout prix faire rentrer les impôts, fit saisir, pour de petites redevances d'impôt, même de modestes outils de travail, comme les machines à coudre, ce qui amena la ruine d'une grande partie du petit artisanat. Les grandes entreprises également ne peuvent plus payer leurs ouvriers, et une fabrique après l'autre ferme les portes et jette les ouvriers sur le pavé. D'innombrables employés d'entreprises privées subissent le même sort que les ouvriers. Les suicides, atteignant le nombre de 40 à 50 par semaine dans les grandes villes sont le résultat de cet état de choses désespéré. Les impôts rentrent très mal, et le payement des salaires des fonctionnaires dévient difficile, ou est même déjà mis en question. Le 17 octobre, *Grabski* annonça par circulaire secrète que les paiements des fournitures de l'Etat étaient suspendus, ce qui mettait de nouvelles entreprises dans l'impossibilité de payer leurs ouvriers. Ainsi augmente de jour en jour le nombre des chômeurs. La Pologne est à un pas de la faillite, et même elle y est déjà dans une certaine mesure. Le travail de *Grabski* a été vain, et, ainsi que l'on voit, la situation est aujourd'hui pire que lors de son arrivée au ministère parce qu'elle est encore plus désespérée et que le crédit est gaspillé. »

La solution de la crise ? Sortir de la sphère d'influence de la France, renoncer à faire une politique de grande puissance, réduire l'appareil militaire en se soumettant aux exigences du capital anglo-saxon : ensuite assainissement à nouveau, plan Dawes, cession des monopoles des chemins de fer, etc. en un mot : le sort de l'Allemagne, mais à un degré bien inférieur, comme il convient à un pays pauvre. Ou bien la révolution prolétarienne.



6. *La Correspondance Internationale*, 31 mars 1926, n°42, pp. 409-410

## La situation économique de l'Angleterre au début de 1926

Les appréciations de la situation économique de l'Angleterre sont actuellement des plus contradictoires. Officiellement, on affiche de l'optimisme, mais les appels d'alarme de certains connaisseurs de la vie économique anglaise dominent cet optimisme. Il n'est pas facile de se former un jugement. Il paraît quand-même qu'une certaine amélioration s'est produite au cours de ces derniers mois.

Avant tout, c'est l'industrie houillère, dont la production a fortement augmenté dans les derniers mois.

### *Production hebdomadaire des mines de charbon.*

	(en millions de tonnes)	
	1925	1924
Août	4,03	4,81
Septembre	4,30	5,11
Octobre	4,74	5,11
Novembre	4,93	5,25
Décembre	5,04	4,94

En décembre, la production dépasse pour la première fois celle de l'année précédente de 100 000 tonnes, soit en chiffres ronds, 400 000 tonnes par mois [ ?]. Pour y arriver, des subventions de 3 millions de livres durent être versées ce mois-la, ce qui fait, en chiffres ronds, 150 shillings par tonne de charbon produit en plus, donc environ dix fois sa valeur! L'augmentation de la production a été obtenue à un prix très élevé.

L'industrie du fer et de l'acier a de nouveau diminué sa production, si nous considérons ensemble le fer et l'acier. Voici les chiffres de la

### *Production de l'industrie du fer et de l'acier*

	(en milliers de tonnes)	
	Fer	Acier
1913 moyenne mensuelle	855	639
1923 moyenne mensuelle	620	707
1924 moyenne mensuelle	610	685
1925 moyenne mensuelle	520	616
1925 septembre	449	646
octobre	474	652
novembre	494	654
décembre	503	606

La production annuelle diminue d'année en année. Vers le nouvel An, une certaine amélioration paraît s'être produite. On rapporte que les hauts-fourneaux — pour autant qu'ils sont en activité — auraient vendu leur production jusqu'à la fin de février. Tout est mis en œuvre pour relever l'industrie de l'acier. Ainsi les chemins de fer anglais ont mis à la base de leurs commandes la condition que seul l'acier *anglais* pourrait être employé. Ceci est dirigé contre la concurrence du fer français, qui entre en Angleterre à des prix très bas, grâce à l'inflation.

*La situation dans l'industrie des constructions navales* est particulièrement défavorable. Le tonnage en cours de construction dans les chantiers anglais était à la fin de l'année de 412 000 tonnes inférieur à celui de l'année passée, et le travail était interrompu sur des constructions en chantier d'un tonnage de 92 000 tonnes, soit 32 000 tonnes de plus que l'année précédente. La construction navale en Angleterre a atteint le niveau le plus bas depuis 1909. Le tonnage en cours de construction s'élevait à la fin de 1925 :

	Tonnes
Grande-Bretagne et Irlande	1 084 000
Italie	310 000
Allemagne	234 000
France	167 000
Hollande	109 000
Etats-Unis	105 000

*La construction mécanique* non plus n'est pas dans une situation meilleure. Un fait symptomatique est l'assainissement brutal des Usines Vickers, universellement réputées, dont le capital actions fut réduit de 12 millions de livres sterling.

*L'industrie textile* n'a pas réussi à surmonter sa crise. Les filatures de coton travaillent à temps réduit, pendant toute l'année.

Le boycottage des cotonnades anglaises en Chine se fait maintenant sentir lourdement. De 27 millions de yards au début de l'année, l'exportation a régressé jusqu'à 8,7 millions dans les mois d'août/septembre.

Les filatures de coton sont dans une situation difficile à cause de l'incertitude des prix du coton brut. Après la grande récolte de coton aux Etats-Unis et avec la mauvaise marche des affaires en produits finis, on s'attend à un nouveau et fort recul des prix du coton brut. Les filatures ne veulent pas faire de gros stocks de fil.

## **Le chômage**

Le chômage a quelque peu diminué dans les derniers mois, mais il y a de forts désaccords sur le point de savoir dans quelle mesure cela est dû ou non au contrôle plus rigoureux des allocations de chômage. Le Ministre de Travail, membre du parti conservateur, le conteste. Les chiffres suivants montrent :

*Les fluctuations du chômage :*

	Pourcentage des assurés		Pourcentage de syndiqués			Nombre absolu des secourus		Nombre des chômeurs enregistrés	
	1924	1925	1924	1925		1924	1925	1925	
Sep.	10,8	12,1	8,6	11,4	12 oct	1 210	1 260	Sept	1 424
Oct.	11,1	11,4	8,7	11,3	2 nov	1 228	1 298	Oct	1 254
Nov.	11,0	11,0	8,6	11,0	21 déc	1 269	1 127	Nov	1 340
Déc.	10,9	10,5	9,2	11,0	11 jan	1 280	1 221		

Pour apprécier le nombre absolu des sans travail, il y a lieu de considérer qu'il y avait des *pauvres (paupers) assistés*, savoir :

Fin 1924                            1 071 900

Fin 1925 (novembre)    1 297 063

Donc une augmentation de 220 000. Il est évident qu'au lieu de leur verser une allocation, des chômeurs furent classés parmi les « pauvres » !

### **Change, monnaie et marché financier**

*Le retour à l'étalon-or* a fait jusqu'ici ses preuves L'évasion de l'or n'a pas pris une extension dangereuse pendant les mois d'automne, période des gros approvisionnements en matières premières ; aussi la défense d'accorder des crédits à l'étranger fut-elle levée. Ainsi un nouveau pas est fait vers la possibilité pour l'Angleterre de reprendre sa position de banquier du monde. Certes, dans les derniers mois, la bourgeoisie anglaise - concurrençant fortement l'Amérique — a pu s'assurer le lancement d'une série d'emprunts étrangers. Mais il est probable que ce n'est pas l'Angleterre qui sortira victorieuse de cette lutte, étant donné la très grande *passivité du commerce extérieur*, les paiements au titre des dettes de guerre à l'Amérique, etc.

### **Le commerce extérieur et les tarifs protectionnistes**

Le déficit du commerce anglais avec l'étranger a pris encore de l'extension au cours ds derniers mois.

#### *Commerce extérieur*

	Importations totales	Exportations totales	Déficit
En millions de livres st.			
Septembre	97,9	71,3	26,3
Octobre	108,8	80,5	28,3
Novembre	114,7	74,5	40,2
Décembre	134,3	80,4	53,9

Dans le seul mois de décembre, le déficit atteint environ 1 500 millions de franc-or. C'est une somme formidable, étant donné la diminution des capitaux anglais investis à l'étranger.

La tentative de diminuer la passivité du commerce extérieur par des mesures douanières protectionnistes se heurte à la résistance du capital commercial. Récemment *Baldwin* a présenté en

projet d'électrification de l'Angleterre sur un plan de grande envergure, d'après lequel la *production de l'énergie électrique serait concentrée dans les usines de meilleur rendement, etc.* On cherche des issues, sans trouver la vraie.

## **Le travail de la Commission du charbon**

Il est connu que depuis le milieu du mois d'octobre siège une « Commission royale », composée de MM.

Herbert *Samuel*, ancien gouverneur de la Palestine,

Le Général *H. A. Lawrence*,

*K. Lee*,

et qui a pour tâche

*« d'enquêter et de rapporter sur la situation économique de l'industrie charbonnière et sur les circonstances qui influent sur elle, ensuite de formuler des propositions susceptibles de l'améliorer. »*

Jusqu'ici la Commission a entendu des spécialistes de toutes catégories : propriétaires de mines, délégués syndicaux, techniciens, experts, etc. Les informations publiées dans la presse ne permettent pas de se faire une idée précise et on devra attendre le rapport de la Commission. Ce qui est certain, c'est que, *à la Suite des délibérations de la Commission, l'opposition entre la thèse des ouvriers et celle des capitalistes ne s'est pas atténuée, même d'un cheveu.* Le programme des capitalistes est en opposition absolue avec celui des ouvriers.

Suivant le résumé fait par le président de la Commission, les employeurs proposent :

1) Que les mineurs travaillent une heure de plus par jour sans aucune rétribution spéciale,

2) Que les salaires des mineurs soient diminués,

3) Que les entreprises minières aient à réduire de 10% les autres frais d'exploitation.

4) Que les tarifs des transports sur les chemins de fer soient abaissés de 25%. (A cet effet les employeurs exigent une réduction correspondante des salaires des cheminots à 161% du niveau d'avant-guerre, comme pour les ouvriers mineurs, par conséquent des salaires réels au-dessous du niveau d'avant-guerre, l'index du coût de la vie étant 175 à 180).

La réalisation de ce projet, ajoutait le président, nécessiterait le renvoi immédiat de 100 000 ouvriers-mineurs.

En plus, les capitalistes rejettent le barème des salaires unique pour tout le pays et veulent fixer les conditions de travail par régions minières.

A cela, les ouvriers opposent le point de vue suivant :

*« Pas un penny de salaire en moins, pas une minute de travail en plus. »*

Comme moyen pour y arriver, les mineurs proposent un projet élaboré par les mineurs, le Conseil des Syndicats, le Labour Party et la fraction travailliste au Parlement. D'après ce projet, tout l'approvisionnement du pays en énergie électrique, en gaz et en essence, devrait être rattaché à l'industrie houillère. Un formidable réseau de production d'énergie viendrait s'y ajouter. D'industrie

purement extractive, l'industrie houillère deviendrait ainsi le plus gros consommateur de houille, et de cette manière la crise serait résolue. Pour la réalisation de ce système, on propose de créer les organes suivants:

1) Une Commission d'énergie et de transport, composée de sept spécialistes et contrôlant tout le système nationalisé de l'industrie houillère et de la production d'énergie, tel qu'il est esquissé plus haut.

2) Un Conseil national du charbon et de la production d'énergie, en remplacement des Conseils de contrôle actuels.

3) Un Conseil des consommateurs, pour la répartition du charbon.

4) Une Commission d'exportation du charbon, pour le commerce extérieur.

Les directeurs actuels des différentes entreprises continueraient à exercer leurs fonctions comme employés de la nouvelle gigantesque entreprise nationale et à *diriger* les différents puits de mine, *en collaboration avec un Conseil ouvrier*.

Pour pouvoir réaliser toutes ces transformations, l'industrie houillère serait *nationalisée* dans sa totalité. L'Etat opérerait l'échange des actions des entreprises minières contre des obligations d'un « *emprunt pour le développement de l'industrie houillère* » à émettre à cette fin. Le service des intérêts et des amortissements seraient assurés par une certaine fraction du prix de vente du charbon. Ce prix serait à fixer par le Conseil du charbon et le Conseil des consommateurs. En cas de désaccord, la décision appartiendrait au Ministre du Commerce.

Ce plan n'est *nullement révolutionnaire* dans notre sens, vu qu'il prévoit le dédommagement du capital. Il a une certaine analogie avec le plan d'électrification de Baldwin. Tous les deux prennent pour point de départ le fait que l'exportation du charbon anglais ne peut pas, à la longue, affronter la concurrence du marché mondial. Le plan ouvrier est inacceptable pour la bourgeoisie, dans son principe, et pour la raison que le dédommagement devrait s'effectuer sur la base des prix d'actions actuellement très bas.

La question charbonnière continue à causer à la bourgeoisie des soucis particulièrement graves. On paraît envisager en dernière heure de payer la subvention pour un semestre encore, pour esquiver la décision finale.

Cette solution est mise en péril par le fait que le budget anglais va clôturer, paraît-il, cette année, avec un déficit assez important, tandis que la bourgeoisie réclame une réduction des impôts.

7. *La Correspondance Internationale*, 3 avril 1926, n°43, p. 418.

## **La situation économique de l'Italie au début de 1926**

La situation économique de l'Italie, pour autant qu'on puisse en juger d'après les informations courantes, est actuellement la meilleure de tous les Etats européens. Ce pays a une très bonne récolte, la meilleure que son histoire connaisse. L'industrie est bien pourvue de commandes. Comme chômage, on indique le chiffre de 100 000 seulement, chiffre très bas pour un pays qui compte une population de plus de quarante millions. Le commerce extérieur se développe rapidement. L'exportation des tissus, avant tout des soieries et des articles de soie artificielle, des automobiles, etc., accuse une tendance croissante. Certes, le bilan du commerce extérieur est extrêmement passif, notamment de 7 milliards de liras dans les premiers dix mois, soit presque la moitié du chiffre de l'exportation.

Cependant, il paraît que le bilan des paiements n'accuse pas un grand déficit. Cela est dû avant tout aux touristes et aux envois d'argent des émigrés travaillant à l'étranger. Suivant les données publiées par l'Office italien des Etrangers, environ 835 000 touristes visitèrent l'Italie en 1924. Si nous n'admettons qu'une dépense de 200 dollars par personnes, cela fait plus de 4 milliards de liras. En 1924-1925, le budget s'est déjà clôturé avec un excédent de 417 millions de liras. Cette année, on escompte un résultat encore plus favorable, car les premiers quatre mois, déficitaires l'année passée, ont donné un excédent cette année. Le change également s'est amélioré au cours des six derniers mois. En un mot, si l'on en croit les rapports officiels italiens ou anglais, tout est en pleine éclosion en Italie...

Cependant, s'agit-il de la question du paiement des dettes, les Italiens ne se lassent point de mettre en bonne lumière la pauvreté du pays. Au fait, le pays est très pauvre : il est dépourvu de fer, de houille, de bois, de matières premières textiles ; il est obligé d'importer des denrées alimentaires. Il doit se nourrir en exportant ou bien de la main-d'œuvre ou bien des produits industriels — en même temps qu'il manque des matières premières les plus importantes et que sa population augmente dans une mesure considérable.

Dans ces conditions, il est naturel que la bourgeoisie italienne rêve d'expansion impérialiste, pour s'assurer le marché de ses marchandises, relativement chères au point de vue de leur coût de revient. Pour réaliser une expansion impérialiste, on manque de capital à l'intérieur ; mais pour y suppléer on fonde des espérances sur le capital américain, en escomptant les dispositions manifestement favorables des Etats-Unis. En effet, depuis que la question du règlement de la dette a été menée à bonne fin, une quantité appréciable de capital américain a afflué en Italie. Ainsi donc, l'Italie développe une exportation de capitaux au deuxième degré, comme l'Allemagne. Par contre, elle dispose d'une brillante armature militaire pour faire une politique impérialiste. Ainsi que le proclame un calendrier fasciste « Officiel », toute la superficie de l'Italie ne se trouve pas encore en possession italienne : manquent la Corse et Nice (France), l'île de Malte (Angleterre), le Tessin et le canton de Grison (Suisse), la Dalmatie (Yougoslavie). En outre, l'Italie veut l'Albanie et des mandats coloniaux.

Le sort économique de l'Italie dépend — tout comme celui de la France — avant tout de la question de savoir dans quelle mesure son industrie sera en état, après la stabilisation, d'affronter la concurrence sur le marché mondial, et si l'Italie, faible économiquement, pourra, à la longue,

supporter les charges effectives que lui imposent son armée, sa police, ses milices fascistes, etc.

*Les négociations italo-anglaises relatives aux dettes de guerre* sont actuellement en cours. Les dettes italiennes s'élèvent à la somme de 553 millions de livres sterling, intérêts compris.

Les Italiens espèrent obtenir de l'Angleterre des conditions semblables à celles obtenues de l'Amérique. Ils attachent une valeur particulière à deux principes :

1° Que l'argent reçu sert presque entièrement à des buts de guerre, notamment qu'il fut donné sous la forme de fournitures de matériel de guerre ;

2° Que le pouvoir d'achat de la livre anglaise, à l'époque où les crédits furent accordés, était beaucoup inférieur à son pouvoir d'achat actuel. Aussi la somme primitive de 355 [millions de] livres sterling devrait-elle être *a priori* réduite à 214.

Par contre, les journaux britanniques, par exemple l'*Economist* du 16 janvier 1926, calculent que l'Angleterre devrait, conformément au plan Balfour, recevoir de ses débiteurs européens autant qu'elle aurait à payer à l'Amérique. Ce journal fait le calcul suivant :

12 millions de livres de l'Allemagne : 50 % du rendement maximum du plan Dawes ;

12,5 millions de livres de la France : accord avec Caillaux, non ratifié.

Il s'ensuit que l'Italie doit payer environ 7 à 10 millions de livres par an. Le résultat des tractations anglo-italiennes n'est actuellement pas encore connu.

8. *La Correspondance Internationale*, 7 avril 1926, n°44, pp. 424-426

## La situation économique de la Chine au début de 1926

L'effervescence est formidable dans l'Empire des Quatre Cent Millions. Les généraux au pouvoir se succèdent dans des circonstances dramatiques. Chaque mois apporte des noms nouveaux. Dans la presse bourgeoise, il y a tous les jours d'autres nouvelles à sensation, dont la plupart se révèlent fausses quelques jours plus tard. Mais il est très difficile de se rendre compte de la nature des événements. Nous allons l'essayer, tout en soulignant toujours que de grosses erreurs sont possibles, étant données l'ignorance de la langue et la complexité des événements. Ce qui semble être constant, c'est ceci :

*Il n'y a pas de gouvernement central en Chine*, L'Empire s'est divisé en plusieurs morceaux, qui ont chacun un régime social de caractère très différent et où le rapport des forces en présence change rapidement. *Le mouvement anti-impérialiste se renforce de jour en jour !* Aucun général ne peut ouvertement s'opposer à ce courant. Dans certaines régions, ce mouvement réunit toutes les classes sociales : c'est un *mouvement national* dans le véritable sens du mot. Ce n'est qu'au cours du mouvement que les différents éléments se séparent dans l'ordre de leur classe.

Les centres les plus importants semblent être les suivants :

a) *le gouvernement du Kuo-Min-Tang à Canton*, de par sa nature sociale, un gouvernement ouvrier et paysan. Il est activement anti-impérialiste. Sa situation s'est très raffermie à la suite de sa victoire sur le général contre-révolutionnaire Cbeng-Tsou-Ming, soudoyé par l'Angleterre. La province du Kouang-Toung est tout entière sous son pouvoir. Avec la province du Kouang-Si, située à l'Ouest, il maintient de bonnes relations. Son pouvoir est en passe de s'étendre dans la direction Nord-Ouest, en même temps que son caractère de classe se précise de plus en plus nettement.

b) *Le gouvernement anti-impérialiste de Feng*. Son caractère de classe n'est pas encore clair, les intérêts bourgeois et ouvriers-paysans se disputent apparemment dans son sein l'influence décisive. Le mouvement ouvrier et la constitution de syndicats sont autorisés sur son territoire. La *Mongolie intérieure* forme sa base solide, avec de forts points d'appui, « *les armées nationales* », dans le Honan, le Hounan, etc., où l'influence du Kuo-Min-Tang est en progression. Au commencement de l'année, le pouvoir du gouvernement de Feng s'étendit encore sur le Tchi-Li avec Pékin et Tientsin.

c) *Le gouvernement japono-bourgeois de Tchang-Tso-Lin*. Son caractère de classe est nettement capitaliste. Le mouvement ouvrier est réprimé par la violence sur son territoire. Le noyau de ce dernier est la Mandchourie. La rébellion d'un de ses généraux faillit renverser définitivement le régime de Tchang-Tso-Lin. C'est à ce moment que le Japon vint à son secours. Sous le prétexte de protéger Moukden et la ligne du chemin de fer, des troupes japonaises, bien équipées et pourvues d'avions et d'engins de guerre de toute sorte, furent interposés le long du chemin de fer entre Tchang-Tso-Lin et ses adversaires, et ainsi la victoire fut assurée au premier. Les nouvelles connues ne nous permettent pas d'établir si cette rébellion était purement une querelle de généraux, ou si elle avait un fond national, voire social.

d) Ce sont les trois principaux gouvernements en Chine. Il y a, en outre, encore deux gouvernements nationaux bourgeois, ceux des généraux *Soun-Tchouang-Fang* et *Ou-Pei-Fou* dans la



vallée du Yang-Tsé. Le premier est établi à l'embouchure du YangTsé, à Changhaï, et réunit entre ses mains plus ou moins solidement cinq des provinces les plus peuplées. L'organisation y est interdite aux ouvriers et aux paysans ; le régime est capitaliste, mais anti-impérialiste, du moins en apparence. La nature de ce gouvernement n'est pas encore entièrement définie. Toutefois, il est remarquable que la presse européenne fait un silence presque complet sur le fait qu'un centre bourgeois nouveau s'est constitué en Chine. Plus loin, à l'Est, se trouve Ou-Pei-Fou, qui reste dans l'expectative. Dans le reste de la Chine quelques douzaines d'autres généraux exercent leur pouvoir dans la manière traditionnelle. Les courants nationaux anti-impérialistes et sociaux ne font que de commencer leur avance vers ces régions intérieures de la Chine.

*La grande question de savoir si la Révolution nationale chinoise va aboutir à une Chine bourgeoise ou bien à une Chine des ouvriers et des paysans attend toujours sa solution.*

### **Les progrès de l'évolution capitaliste**

Malgré l'effervescence révolutionnaire et la guerre civile, le capitalisme continue à se développer. En 1925, les recettes des douanes maritimes étaient de nouveau de 270 000 taëls supérieures à celles de 1924. Mais il y eut un fort déplacement : le commerce se dirigeait surtout vers les ports du Nord, tandis que le mouvement commercial de Changhaï, de Canton, de Hankéou et de Swatow révélait une forte régression.

Les bulletins périodiques publiés par le gouvernement de Pékin permettent, jusqu'à un certain point, de voir clair dans les processus qui se développent au sein de l'économie chinoise. On peut y voir que des tentatives sérieuses sont faites pour relever l'agriculture, l'élevage des moutons, l'irrigation des rizières, etc. La plus grande calamité semble être la dépréciation incessante de la monnaie de cuivre que les différents généraux mettent en circulation en grandes masses

A Changhaï, on payait pour 1 taël :

	Monnaies de cuivre
1er juin 1917	1.785
1er janvier 1923	2.425
1er janvier 1924	2.430
1er janvier 1925	2.700
1er octobre 1925	3.400

« La dépréciation, au cours de l'année dernière, doit être attribuée avant tout à la frappe excessive qui eut lieu en Mandchourie et au grand afflux de pièces de cuivre avilies qui en proviennent... Les ouvriers sont généralement payés sur la base de monnaies de cuivre. Ceci a été la cause de maints désordres, comme le prouvent de nombreuses grèves mais les relèvements des salaires obtenus à leur suite ne rattrapaient pas l'augmentation des prix. »

L'organe officiel du gouvernement confirme l'aggravation que subit la situation des ouvriers à la suite de la dépréciation de la monnaie de cuivre.

### **La situation de la paysannerie**

Une résolution adoptée par le Congrès du Kuo-Min-Tang, en octobre 1925 ; montre quelles sont les véritables conditions d'existence de la paysannerie. Il y est dit notamment :

« II. — *Questions économiques.* — Les pires entre toutes les misères économiques qui pèsent sur les paysans sont énumérées ici :

1° *Les intérêts élevés* — Dans le district de Jouï-Tching-Fou, on demande 60 % d'intérêts par mois pour 1 taël (un peu au-dessous du Heikwan Taël, dans le district de Louï-Tchow même 90 %. Si le père est décédé, le fils doit à sa place s'acquitter de la dette. Ainsi, il arrive parfois que des générations entières doivent travailler à l'extinction d'une dette ;

2° *Le système des maisons de prêts,* — La taxe à payer communément pour un prêt est de 30 cents par mois. Il est donné à court terme et sa valeur est minime ;

3° *Le monopole d'achat et de vente des compradores.* —

Ils achètent les produits agricoles en grandes quantités et à des prix très bas. Ils vendent des engrais, des vêtements et des outils à des prix élevés. Le pire est qu'après ils revendent le riz au prix fort ;

4° *L'impôt général et l'impôt spécial.* — Les fermiers, les métayers et les ouvriers agricoles sont grevés formidablement.

a) *Les ouvriers agricoles.*

Pour une journée de travail, depuis l'aube jusque tard dans la soirée, ils gagnent 10 dollars chinois par an ; les femmes et les jeunes ouvriers reçoivent beaucoup moins. (Tous les ouvriers ruraux sont nourris, mais la nourriture leur est servie très parcimonieusement).

b) *Les fermiers.*

De leurs récoltes, ils ne reçoivent que 40 %, les 60 % restant sont empochés par les propriétaires terriens. A titre de gage, ils doivent remettre 40 dollars par « mohou » de terre affermée. En outre, le contrat d'affermage stipule la livraison d'une quantité déterminée de poules et de canards, de même que d'eau-de vie. En plus, le fermier est tenu à transporter la récolte, sans aucune rétribution, chez le propriétaire. Si celui-ci vient lui même faire l'estimation de la récolte, le fermier doit lui servir un repas de bonne qualité. La récolte est mesurée à l'aide de mesures grandes. S'il arrive des désastres, on n'admet aucune réduction des redevances. Parce que, dans des cas de cette nature, des réductions du prix d'affermage avaient été réclamées, il en résulta des discussions sanglantes, et beaucoup de paysans furent jetés en prison.

Il y a un système d'affermage spécial, terrible pour les fermiers. Des associations louent de grandes étendues de terres et les font à leur tour travailler par des sous-fermiers. Ce système prédomine surtout dans le district de Sun-Yat-Sen. En cas de contrat direct avec le propriétaire, les fermiers auraient à payer peut-être 12 dollars, mais, de cette façon, ils doivent en verser 16. Là où des associations semblables sont constituées, le propriétaire demande même aux anciens fermiers individuels d'acquitter l'affermage auprès de l'association, parce que cela lui est plus commode. Dans le district de Sun-Yat-Sen, toute la terre appartient à deux compagnies d'affermage. A la suite de ce système, bien des fermiers se sont trouvés sans terres.

c) *Les paysans.*

Comme ils possèdent des terres en propre, ils doivent, tous les ans, payer des impôts fonciers et en plus une contribution spéciale à la province. En outre, il y a une contribution à l'armée, une à

la milice, une à la troupe de garnison, une aux troupes de protection, et ainsi de suite, en tout plus de trente sortes différentes d'imposition. Il faut enfin payer les droits du « Likin » (douane intérieure), chaque fois qu'on vend des marchandises. L'impôt foncier doit être versé d'avance. Dans maintes régions du Kouang-Toung, il a été versé jusqu'à 1931. »

L'organisation de la classe paysanne fait des progrès rapides. La lutte entre les propriétaires terriens et les paysans riches d'une part et la grande masse de la paysannerie pauvre d'autre part remue à fond les villages chinois.

## **La Conférence douanière**

En pleine Révolution et en pleine guerre civile, les représentants des neuf puissances se réunirent, à la fin d'octobre 1925, pour engager, en conformité avec l'accord de Washington (trois ans et demi après sa conclusion), des pourparlers avec la Chine au sujet de l'augmentation des tarifs douaniers. Le taux des tarifs douaniers que la Chine peut appliquer, est déterminé par les puissances européennes. Les recettes douanières sont gérées par l'administration étrangère des douanes maritimes et assurent avant tout le service des intérêts des emprunts étrangers. Seul, le restant en est réservé au gouvernement de Pékin. Les recettes douanières constituent les 35 % des revenus du budget chinois.

La Conférence douanière a commencé le 25 octobre, mais, à cause de la guerre civile, elle n'a guère avancé d'un pas jusqu'à présent. Voici les faits d'importance :

*Wang*, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement central nominal, posa les revendications suivantes :

1° Autonomie douanière complète ;

2° Suppression du « Likin » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1929, simultanément avec l'entrée en application du tarif douanier chinois autonome ;

3° Jusque là augmentation de 5 % sur les marchandises ordinaires, de 30 % sur les tabacs et les alcools, 20 % sur les articles de luxe, en sus des 5 % existant.

Les puissances n'ont pas su se ranger à un point de vue unique. Leurs intérêts sont contradictoires. La plus prévenante d'entre elles est l'Amérique qui, n'ayant pas de partie de la Chine sous son occupation est partisan du principe « de la porte ouverte » et des « conditions égales pour tous ». C'est à cette position que se rattache la revendication présentée par le délégué américain *Mac Murray* à la Conférence douanière : « Les tarifs douaniers maritimes, atteignant actuellement les deux tiers des tarifs douaniers intérieurs, doivent égaler ces derniers » Ceci est dirigé avant tout contre l'Union Soviétique, mais également contre la France dans le Sud.

L'occupation de Pékin par les troupes de Feng a interrompu « les travaux de la Conférence » de fait, sinon en droit.

## **La rage impuissante des Anglais**

Le mouvement révolutionnaire porte avant tout préjudice à l'impérialisme anglais. Le commerce de *Honkong*, ce foyer de la puissance britannique en Chine Méridionale, est en régression rapide. Voici ses chiffres pour le trimestre se terminant fin septembre :

	En milliers de livres sterling		
	1923	1924	1925
Importations	15 114	20 094	11 123
Exportations	15 850	16 242	7 574

En chiffres ronds, le commerce est tombé de moitié. Nous avons déjà mentionné, dans le chapitre relatif à l'Angleterre, que l'exploitation [l'exportation !] mensuelle des cotonnades en Chine était tombée de 27 millions de yards au début de l'année à 8,2 millions en août-septembre.

Le commerce anglais avec la Chine Méridionale en est arrivé à n'être plus qu'un commerce clandestin.

« Les Japonais qui, primitivement, étaient également sous le coup de l'interdiction d'importer, édictée par le gouvernement de Canton, avait su s'en dégager par de larges subventions versées au fonds de grève... Maintenant, ce sont eux qui contrôlent principalement le commerce entre Canton et le reste du monde... Les produits textiles de Manchester réussissent en quantités limitées à s'introduire à l'intérieur du pays, mais tout indice de leur provenance anglaise doit être supprimé préalablement... Nous nous trouvons (à Hongkong) dans une situation désespérée, *notre patience est près d'être à bout*, et aucune issue n'est à entrevoir » (*Economist* du 14 décembre 1925)

« Le prestige britannique et le commerce anglais dans la Chine Méridionale, écrit le *Morning Post*, sont complètement perdus. Les affaires à Hongkong sont en stagnation complète. Les navires anglais ne peuvent plus décharger à Canton, ni à Swatow... Aujourd'hui, la condition préalable pour faire des affaires dans la Chine Méridionale est qu'aucun commerçant ne soit Anglais. Peut-il être humiliation plus profonde ? La diplomatie anglaise a complètement raté... L'Union Jack (le pavillon anglais) a perdu son emprise sur les Chinois. »

La fureur de ce journal est encore plus grande en présence du fait qu'à Swatow, des navires anglais avaient débarqué leur chargement sous pavillon étranger ! Faillite complète du prestige britannique ! Mais les affaires passent avant le sentiment national !

Le changement qui s'est produit dans la situation en Chine est le mieux caractérisé par ce fait qu'on n'ose pas recourir à une intervention armée. Le *Morning Post* écrit à ce propos :

« La situation est extrêmement difficile, parce qu'une action vigoureuse contre Canton mettrait très probablement le feu à la Chine Septentrionale, où le boycottage touche maintenant à sa fin. »

Le *Times* précise encore davantage la situation :

« Il faut mener en Chine une politique à longue vue... Un grand nombre d'Anglais établis en Chine et alarmés par les événements réclament hautement la promesse catégorique, faite en n'importe quels termes, qu'on prendra en Chine une initiative décisive et écrasante. Dans leur pensée, la formidable campagne anti-anglaise de cet été devrait déclencher une manifestation vraiment démonstrative de la puissance britannique. Cette opinion est fondée à un certain point, mais... »

Mais : « *Dans les circonstances présentes, c'est une bêtise que de rêver de vouloir à l'aide de quelques canonnières et de quelques régiments changer ou contrôler le processus complexe des*

*transformations qui s'opèrent dans la vie du gigantesque peuple chinois... Notre politique ne comporte aucun projet d'intervention armée... »*

Ceci est, en termes diplomatiques, la reconnaissance des faits que nous avons soulignés précédemment : *La Chine n'est plus sans défense !* D'où le changement de langage de la part des impérialistes. Une nation de quatre cent millions d'hommes, même mal armés, est une grande puissance.

9. *La Correspondance Internationale*, 10 avril 1926, n°45, pp. 428-429**La situation des Etats-Unis au début de 1926**

La situation économique aux Etats-Unis, au cours des derniers mois de 1925, n'offre aucun nouvel aspect tant soit peu intéressant à part ceux que nous avons déjà commentés dans la partie générale. L'économie traverse une *conjoncture de hausse* telle qu'on n'en a jamais vu dans l'histoire des Etats-Unis. Dans toute une série de branches de la production, tous les records connus jusqu'ici ont été dépassés. Il y a à signaler notamment *l'industrie du bâtiment* avec 6 milliards de dollars de constructions nouvelles ; *la production de l'acier* avec un chiffre annuel de 45,5 millions de tonnes, production qui, au cours des derniers mois atteint la proportion de 50 millions par an ; *le commerce extérieur et les investissements de fonds*, dont 6 462 millions nets de placements nouveaux. « Aucun nuage à l'horizon », telle est, en général, dans les milieux d'affaires, l'appréciation de la situation de fin 1925.

Les chiffres qui caractérisent la situation dans son ensemble sont les suivant :

1925	(1)	(2)	(3)	(4)
Janvier	127	95,0	896	309
Juillet	113	93,1	1 030	530
Août	100	93,7	1 124	590
Septembre	111	95,0	-	650
Octobre	116	97,0	-	520
Novembre	115	-	923	465
Décembre	-	-	968	-

(1) Index de la production industrielle – publié par le *Federal Reserve Board* (industries de bases) ; (2) Index du degré d'occupation des ouvriers ; (3) Nombre des wagons chargés – dernière semaine du mois, en milliers ; (4) Nouvelles commandes de construction immobilières, en millions de dollars.

Ce tableau révèle une amélioration incontestable de la situation économique. Toutes les branches de l'industrie participent assez uniformément à la conjoncture. Même l'industrie textile qui, pendant longtemps, allait péniblement son train, a été, à la suite de la forte récolte de coton, entraînée dans le grand essor général. Voici les :

**Chiffres de la production pour les plus importantes industries**

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1925	millions de tonnes		milliers de tonnes		milliers	Millions de balles
Janvier	51,9	7,4	3 370	4 199	213	590
Juillet	39,6	-	2 664	3 087	358	484

Août	45,0	-	2 704	3 424	222	449
Septembre	46,8	Grève	2 726	3 492	333	483
Octobre	53,2	-	3 023	3 893	452	544
Novembre	50,8	-	3 023	3 907	391	543
Décembre	-	-	3 250	3 976	-	575

(1) Charbon doux ; (2) Anthracite ; (3) Fer ; (4) Acier ; (5) Automobiles ; (6) Consommation de coton.

Le plus haut degré de la conjoncture a été atteint par l'industrie de l'acier, mais la consommation a été si grande que cette formidable production se révéla insuffisante. Les stocks de commandes du trust de l'acier marquent une forte augmentation, et le fer étranger trouvait par moments, un débouché aux Etats-Unis, malgré les tarifs protecteurs élevés.

### Industrie de l'acier

1925	(1)	(2)
Janvier	5 037	251
Juillet	3 530	190
Août	3 513	192
Septembre	3 717	200
Octobre	-	-
Novembre	4 582	-
Décembre	5 033	234

(1) Stocks de commandes du trust e l'acier, en milliers de tonnes ; (2) Hauts fourneaux en activité à la fin du mois.

### Le commerce extérieur

Au cours de l'année écoulée le commerce extérieur révèle également des chiffres de record, et ici la forte augmentation de l'importation revêt surtout de l'importance. C'est la raison pourquoi, malgré les chiffres d'exportation fort accrus, l'excédent actif est inférieur à celui de l'année passée. Les chiffres pour le commerce extérieur pendant les derniers mois sont les suivants :

#### Commerce des marchandises

	Importations	Exportations	Excédent de l'exportation
1925	(en millions de dollars)		
Juillet	326	338	12
Août	340	372	32
Septembre	349	422	73
Octobre	374	401	117
Novembre	377	448	71

Dans une mesure correspondante, l'importation de l'or s'est encore fortement accrue, malgré les gros placements de capitaux à l'étranger, notamment :

	1925		1924	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Septembre	4,1	6,8	6,7	4,6
Octobre	50,7	28,0	19,7	4,1
Novembre	10,4	24,4	19,9	6,7
En onze mois	121,0	256,7	309,4	22,0

« ...Un taux élevé de la production, de la consommation et de l'importation, des salaires réels élevés, l'absence de chômage durable, le rendement toujours croissant de la gestion des affaires et du travail... » voilà les signes caractéristiques de l'année, selon *Hoover*.

Ceci serait le résultat de la lutte efficace menée contre le *waste*, le gaspillage improductif du travail et des matières premières.

On s'efforce par tous les moyens de standardiser la production, de diminuer en nombre le genre des produits servant à un même but<sup>1</sup>. Ce sont les ouvriers qui en bénéficieraient.

« Les Etats-Unis ont actuellement les salaires réels les plus élevés que leur histoire connaisse », dit Hoover, pareillement à d'autres économistes et capitalistes sans nombre.

### Les points faibles dans la conjoncture

Comme toujours lors d'une conjoncture de hausse, les capitalistes pensent que cette situation splendide durera éternellement. Les raisonnables parmi eux voient déjà des points faibles. Par exemple, avant tout en ce qui concerne *la formidable spéculation en terrains de construction* (en Floride), en constructions immobilières et en actions. Bien que les terrains concédés assurent pleinement du travail à l'industrie du bâtiment encore pendant les premiers mois de 1926, personne ne doute que la spéculation malsaine y soit pour beaucoup.

Le deuxième point faible constitue *la situation des farmers*. La récolte de froment a été très petite. La récolte de maïs a, certes, été très grande, mais son utilisation se heurte à des difficultés, étant donné que le cheptel porcin a été très réduit à la suite de la mauvaise récolte de maïs l'année passée. Les farmers sont mécontents des prix, et leur insistance à réclamer la vente « organisée » des produits agricoles devient de plus en plus forte. A cela se rattache le renouveau des tentatives pour la reconstitution *du bloc des farmers* au Sénat.

Le troisième point faible est *la grève des mineurs d'antracite* qui dure depuis des mois et le mécontentement général de la classe ouvrière. Certes, on proclame à tous les coins que l'ouvrier

<sup>1</sup> Dans son livre *Le miracle de l'économie américaine*, Hirsch donne quelques chiffres intéressants à ce sujet. Sur les types d'objets produits, on en a réduit le nombre pour les

Lits à sommiers	De	78 à 4
Briques	-	119 à 1
Ustensiles de lavage en métal	-	1 114 à 32
Récipients à lait	-	19 à 9



américain vit merveilleusement bien, qu'il est devenu capitaliste. Mais, à côté de l'aristocratie ouvrière qui, en effet, jouit momentanément de la possibilité de faire certaines économies, il y a les innombrables millions d'ouvriers mal rétribués : les nègres au Sud, les immigrants à l'Est. Et la crise se dessine avec le chômage en masse.

Le capitalisme américain est en plein mouvement ascensionnel. Il tire déjà de forts superbénéfices de son expansion impérialiste. Cela entraîne une amélioration pour la classe ouvrière, surtout pour l'aristocratie ouvrière. C'est un fait qui, naturellement, gêne la propagation des idées révolutionnaires, les progrès du Parti communiste. D'autre part, ce serait dire des bêtises, voire faire de l'apologétique, que de parler d'une ascension sans crise du prolétariat ou de la disparition de la différence de classes entre ce dernier et la bourgeoisie. Certes, le capitalisme américain se porte à merveille au cours de la dernière dizaine d'années. Mais les lois générales de l'évolution capitaliste exercent leur action là-bas aussi bien qu'en Europe.

10. *La Correspondance Internationale*, 17 avril 1926, n°49, pp. 478-479

## La situation économique en France

la situation économique actuelle de la France est caractérisée par deux faits :

1° Une nouvelle et forte dévalorisation du franc ; aux derniers jours du mois de mars, la livre atteignait 143 fr.

2° Un fort passif du commerce extérieur français, qui va en augmentant.

Il n'est pas nécessaire de parler longuement de la chute du franc : les anciennes causes continuent à être efficaces, puisqu'entre temps, rien n'a été fait pour équilibrer le budget. Il est certain que l'allure de la dévalorisation est accélérée par le bilan commercial passif.

*Le commerce extérieur, de janvier à février, se présente ainsi :*

	En milliards de francs	
	Janvier	Février
Importations	4,48	5,24
Exportations	3,87	4,41
Excédent des importations	0,61	0,83

Ces chiffres démontrent que l'inflation s'approche d'un point tel que seulement une allure plus rapide de la dévalorisation pourra maintenir la capacité d'exportation. Les chiffres suivants, cités d'après le *Bulletin Quotidien* (l'organe du Comité des forges), du 16 mars, caractérisent les pertes que subit l'économie française par l'exportation forcée qui, cependant, ne suffit pas pour créer un bilan commercial actif.

Valeur officielle moyenne, en francs-or, d'une tonne des produits finis exportés

(calculée d'après le cours du dollar)

4 <sup>ème</sup> trimestre 1924	1 965
4 <sup>ème</sup> trimestre 1925	1 397
Février 1926	1 334

Il est possible que la qualité des marchandises exportées soit changée ; toutefois, l'examen des produits exportés prouve quand même qu'il est impossible d'expliquer par ce changement une telle chute des prix. La répartition des marchandises exportées ne présente pas de changements particuliers. La baisse de la valeur par tonne exportée est une nouvelle démonstration que, comme dans toute inflation, les marchandises sont vendues sur le marché mondial bien en dessous de leur valeur or.

Ceci démontre en même temps que la continuation de l'inflation peut seulement profiter à la grande industrie de transformation des matières premières françaises. Par contre, les branches industrielles, surtout l'industrie du textile, si importante en France, qui ont besoin de matières premières étrangères, perdent, dans ce stade de développement, tout intérêt à une continuation de l'inflation.

L'antagonisme entre le grand capital et la majorité parlementaire petite-bourgeoise s'est

accentué, principalement ces derniers temps, dans l'établissement de l'équilibre budgétaire. Quoique le résultat final ne puisse pas encore être aperçu, il paraît pourtant qu'un compromis sera conclu dans un proche avenir qui signifiera essentiellement une victoire du capital. Car le déficit du budget a été couvert presque entièrement par des impôts qui grèvent les larges masses ; rien n'a été réalisé jusqu'à présent du programme du Cartel des Gauches : assainissement des finances de l'Etat par un prélèvement sur le capital. Le déficit fut déjà tellement rétréci sur le papier, au cours de ces derniers jours, qu'il ne s'agit plus que d'un vote de deux milliards de francs-papier, c'est-à-dire de 300 millions de francs-or, somme insignifiante en soi-même pour un pays comme la France. Si, malgré tout cela, les partis ont lutté aussi avec acharnement autour de cette somme, il en faut chercher la cause dans le fait qu'aucun des partis petits-bourgeois ne voulait se laisser arracher une bonne plateforme électorale pour le cas d'une dissolution éventuelle du Parlement.

Le fait que le problème du trésor d'Etat est devenu mois menaçant ces derniers temps, est très intéressant et très caractéristique du chaos de la situation française. En cette année, plus de Bons ont été renouvelés que n'en ont été présentés pour le remboursement et on espère ainsi pouvoir payer la prochaine échéance de 3,2 milliards de francs, sans aucune difficulté particulière et sans aucune nouvelle émission de papier-monnaie.

Ceci est un nouveau phénomène puisque, au cours de ces dernières années, plus de Bons ont été présentés au remboursement que de nouveaux n'en furent signés, de sorte que le montant des Bons est descendu de 60 milliards au plus à 45 milliards. Comme on ne peut guère supposer que la « confiance » des propriétaires de Bons français se soit améliorée ces derniers mois, à la suite des événements politiques, on ne peut expliquer ce fait curieux du renouvellement des Bons, que par le fait que ces Bons sont déjà devenus une fraction constante de la somme totale des moyens fiduciaires du pays, que ces Bons ont fonction d'argent. Il paraît donc que la somme totale du papier-monnaie et des Bons soit nécessaire vu le niveau actuel des prix, au mécanisme de toute la circulation des marchandises, et qu'ils sont devenus — comme les *currency notes* en Grande-Bretagne — une partie intégrante de la circulation fiduciaire totale.

Il est nécessaire de relever que l'équilibre du budget, tel qu'il se réalisera formellement ces jours-ci par le vote des nouveaux impôts, ne signifiera point du tout un équilibre réel et une solution du problème budgétaire. Les dépenses du budget sont calculées d'après un cours de 100 francs pour une livre sterling. Actuellement, le change a déjà dépassé 140. Ce qui veut dire que les dépenses de l'Etat pour l'année financière prochaine sont de 30 à 40 % plus élevées que ne le prévoit le budget. Mais comme les recettes fiscales ne monteront qu'en partie avec la hausse des prix, un grand déficit s'établira inévitablement dans ce budget apparemment équilibré. Les partis capitalistes ne s'attachent si fortement à l'impôt sur la circulation des marchandises que parce que cette catégorie d'impôt rapporte automatiquement des recettes plus élevées au fur et à mesure que montent les prix. D'ores et déjà, on peut prévoir que la prochaine année budgétaire en France clôturera avec un déficit monstre, ce qui conduira nécessairement à une nouvelle dégringolade du franc.

Il est vrai que les recettes de l'Etat en francs-papier présentent, ces derniers mois, une augmentation en comparaison avec l'année précédente, mais une forte diminution, si on les calcule en valeur-or. Elles s'élevaient en millions de francs :

	Janvier	Février
1925	2 676	1 870
1926	3 929	2 210

Le cours de la livre sterling s'élevait à :

27 février 1925	92
26 février 1926	132

On peut reconnaître facilement que les recettes du mois de février, calculées en or, sont bien moins grandes que celles de l'année passée

La stabilisation du franc est en fonction de l'équilibre budgétaire et inversement, ainsi que le démontre l'exemple des autres Etats. Un grand emprunt étranger est nécessaire pour stabiliser le franc. La France ne peut contracter cet emprunt que si elle renie partiellement ses plans impérialistes, si elle se rend aux prescriptions de désarmement des Etats-Unis, en un mot, si elle équilibre la contradiction entre ses possibilités économiques et ses plans d'expansion impérialiste et militaire.